

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe
MACHENAUD-JACQUIERMatahiti 150
N° 27

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 5
no Tiurai 2001

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEËTE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

- Décret n° 2001-476 du 30 mai 2001 portant adaptation de la valeur en euros du montant exprimé en francs figurant dans le décret n° 80-533 du 15 juillet 1980 pris pour l'application de l'article 1341 du code civil. (Arrêté de promulgation n° 351 DRCL du 21 juin 2001) 1637

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

- Arrêté n° 319 DRCL du 14 juin 2001 portant acceptation de la désignation d'un agent spécial d'assurance 1638
- Arrêté n° 332 DRCL du 19 juin 2001 portant acceptation de la désignation d'un agent spécial d'assurance 1638
- Arrêté n° 162 DAF/PERS du 26 juin 2001 complétant l'arrêté n° 288 DAF/PERS du 17 octobre 2000 portant délégation de signature à M. Marc-Henri Beguin, chef de la subdivision administrative des îles Marquises et aux adjoints de la subdivision 1638
- Arrêté n° 164 DAF/PERS du 27 juin 2001 modifiant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 318 DAF/PERS du 20 novembre 2000 portant délégation de signature à M. Marcel Renouf, chef de la subdivision administrative des îles du Vent et aux adjoints de la subdivision 1639

EXTRAITS

- Décision n° 310 SATP du 11 juin 2001 constatant l'arrivée à Papeete de M. Jean-Luc Oliver, capitaine de police, matriculé 642.344, muté au poste de surveillance du territoire en Polynésie française, à compter du 6 juin 2001 1640

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

- Convention n° 11471 du 5 juin 2001 de distribution publique d'énergie électrique de Tahiti - Avenant n° 12 à la convention n° 60-10 du 27 septembre 1960 modifiant l'article 11 du cahier des charges annexé à cette convention 1640
- Arrêté n° 825 CM du 22 juin 2001 portant modification partielle de l'arrêté n° 1615 CM du 24 novembre 2000, portant réorganisation des circonscriptions pédagogiques du premier degré de la Polynésie française 1644
- Arrêté n° 827 CM du 22 juin 2001 portant nomination de M. Jean-Christophe Shigetomi, attaché principal d'administration de catégorie A de la fonction publique territoriale, chef du service des transports maritimes et aériens par intérim, pendant le congé administratif de M. Michel Bonnard, chef de service, du 28 juin 2001 au 15 août 2001 inclus 1645

Arrêté n° 828 CM du 25 juin 2001 portant nomination de Mlle Loana Fenuaiti en qualité de chef du service de la documentation	1646
Arrêté n° 829 CM du 25 juin 2001 modifiant l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2001 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public dénommé "Agence tahitienne de presse"	1646
Arrêtés n° 830 et n° 831 CM du 25 juin 2001 accordant respectivement une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à Pirae à : - M. Paul Tefaatau pour la réalisation d'une construction d'une maison d'habitation de type OPH ; - la S.C.I. Reva pour la réalisation d'un immeuble de rapport	1646
Arrêté n° 832 CM du 25 juin 2001 portant désignation des membres de la commission des investissements	1648
Arrêté n° 835 CM du 27 juin 2001 portant cessation de fonctions de M. Jean-Marie Demaret, chef du service de l'informatique	1648
Arrêté n° 836 CM du 27 juin 2001 portant nomination de M. Hervé Varet en qualité de chef du service de l'informatique.	1649

EXTRAITS

Arrêté n° 826 CM du 22 juin 2001 portant admission du navire Saint-Xavier-Maris-Stella III, exploité par la Société de navigation des Tuamotu, au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 (carburant et huiles lubrifiantes)	1649
Arrêtés n° 833 et n° 834 CM du 25 juin 2001 approuvant les délibérations n° 2-01 et n° 5-01 ILM adoptées par le conseil d'administration de l'Institut Louis-Malardé	1649

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 1571 PR du 22 juin 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'équipement et des ports	1650
Arrêté n° 1599 PR du 25 juin 2001 portant délégation de signature à Mlle Loana Fenuaiti, chef du service de la documentation	1650
Arrêté n° 1600 PR du 25 juin 2001 portant modification de l'arrêté n° 653 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes	1650

EXTRAITS

Arrêté n° 1573 PR du 22 juin 2001 portant modification de l'arrêté n° 290 PR du 6 février 2001 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine de M. Pierre Amô	1651
Arrêté n° 1574 PR du 22 juin 2001 complétant l'arrêté n° 368 PR du 26 février 2001 portant transfert de 3 licences au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea à la S.A.R.L. Moorea Transports...	1651
Arrêtés n° 1575 à n° 1591 PR du 22 juin 2001 portant radiation de licences de transport touristique attribuées à Mme Alice Ly Wa Ut, la S.A.R.L. Marama Transports Touristiques, M. Teritua Fanaura, la S.A.R.L. Fifi Transport, MM. Teva Wilkes, Hervé Lavalette de Tahiti Treking, les S.A.R.L. Freddy Adventures, Tiare Mato Rando 4 x 4 Canyoning, Le Musée de la perle Robert Wan, MM. Roger Mariassoucé de Fenua Excursions, Roger Leplat, la S.A.R.L. Ron's Adventure, M. Perotini Teraiharoa, les S.A.R.L. Ben Tours, Moorea Tours, Mme Léonie Teraiharoa, et la S.A.R.L. Tiare Moorea Transports.	1651
Arrêtés n° 1602 à n° 1607 PR du 26 juin 2001 accordant le concours financier du territoire à la commune de Huahine pour l'acquisition de deux chargeurs excavateurs, trois camions à benne de 5 mètres cubes, une pelle hydraulique sur chenilles, un élévateur de manutention, un camion benne à ordures ménagères de 12 mètres cubes et de deux véhicules 4 x 4 d'intervention	1653
Arrêtés n° 1625 à n° 1632 PR du 28 juin 2001 portant promotion et nomination à titre normal et exceptionnel dans l'ordre de Tahiti Nui.	1655

Vice-présidence, ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes

Arrêté n° 2399 VP du 26 juin 2001 modifiant l'arrêté n° 2046 VP du 29 mai 2001 portant délégation de signature au chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles	1655
---	------

Ministère de l'économie et des finances

- Arrêté n° 2367 MEF du 22 juin 2001 portant délégation de signature du ministre de l'économie et des finances à Mme Geneviève Pieroni épouse Rouger, chef du service des affaires économiques par intérim 1656

EXTRAITS

- Arrêté n° 8371 MFR du 12 novembre 1998 portant acceptation de la donation par la S.C.I. Jolie Vue au profit du territoire d'une parcelle de terre sise à Punaauia. 1656

Ministère du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine

- Arrêté n° 2364 MTE du 22 juin 2001 autorisant la société "Entrepôts et magasins généraux de Tahiti" à installer et exploiter un dépôt de matériaux de construction, commune de Papeete (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) 1657

- Arrêté n° 2365 MTE du 22 juin 2001 autorisant l'entreprise Ernest Pugibet à installer et exploiter une unité de concassage, vallée de la Papenoo, commune de Hitiaa O Te Ra (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) 1658

- Arrêté n° 2442 MTE du 27 juin 2001 abrogeant l'arrêté n° 2885 MEN du 7 mai 1998 et autorisant la S.A. "Société des nouveaux hôtels" à exploiter les équipements de l'hôtel "Le Méridien Bora Bora", commune de Bora Bora (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) 1660

- Arrêté n° 2443 MTE du 27 juin 2001 autorisant la S.C.I. Fakarava Dream à installer et exploiter les équipements techniques de l'hôtel Maitai Dream Fakarava, commune de Fakarava (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) 1665

Ministère de la santé et de la recherche**EXTRAITS**

- Arrêté n° 2423 MSR du 26 juin 2001 désignant M. Eric Descoubes en qualité de chef de la circonscription médicale des Marquises Nord par intérim pendant l'absence du Dr Odile Simonet 1669

**Ministère du travail, du dialogue social, de la fonction publique,
de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative****EXTRAITS**

- Arrêté n° 2377 MTD du 25 juin 2001 accordant un congé à Me Dominique Dubouch et portant nomination de M. Michel Guichenu en qualité d'intérimaire 1670

- Arrêté n° 2386 MTD/PEL du 25 juin 2001 portant proclamation des résultats du concours externe sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 10 auxiliaires de soins de catégorie C pour exercer les fonctions d'aide-soignant(e) relevant de la fonction publique de la Polynésie française, pour la filière santé et recherche 1670

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****EXTRAITS**

- Conventions de financement n° 60-01 et n° 61-01 du 13 juin 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Punaauia pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Acquisition d'un véhicule tout usage et de 8 appareils respiratoires individuels". ... 1670

- Conventions de financement n° 39-01 et n° 40-01 IDV des 14 et 15 juin 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'Association des parents d'élèves du collège de Paea et la Coopérative scolaire de Erima primaire pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Etudes surveillées" 1671

- Conventions de financement n° 2001-05 et n° 2001-06 EQ-TG des 5 et 7 juin 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rangiroa pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Rénovation de la mairie, du poste de secours et du hangar de Makatea", et "Construction d'un nouvel entrepôt à Tiputa". 1671

Convention de financement n° 2001-07 EQ-TG du 7 juin 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tureia pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Rénovation du réseau électrique de Tureia"

1672

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Direction des affaires foncières.— Avis n° 1813 DAF.REC-HYP du 26 juin 2001 portant avis de recherche des héritiers de MM. Charles Brown Petersen, Kataka a Papu, Mme Teriipehautua a Amaru épouse Tehaameamea a Fanaurui, M. Toimana a Amaru, Mme Toimata Tapare a Amaru, M. Toofa a Amaru, Mme Tauraatua a Amaru épouse Namiroiteruirau a Temaoae, MM. Pahero Amaru, Tuahua Amaru, Mme Ariiania a Amaru épouse Tahitoarii a Temaurioraa, Mme Haumaru Amaru, Mme Manarii a Amaru épouse Taaroaefa a Tetauira, M. Tetuaiaro a Terevaura dit Amaru, Mme Teahurai a Amaru épouse Amaru a Papai, M. Terevaura a Tapare, Mme Tauhiti Amaru, Mme Tetuanui Amaru épouse Vanaa Tetuanui, Mme Faahotu a Amaru épouse Terlimana Arapari, MM. Teriinohotua a Amaru, Tetarai Amaru, Teihotu a Amaru, Mme Vahinetau Amaru épouse Tuahine Maihi, Mme Madeleine Fanauarii Amaru épouse Terii a Nahei a Tihati

1672

Service de l'urbanisme.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Australes pour le mois de mai 2001

1673

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales

1673

Annonces diverses

1678



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 351 DRCL du 21 juin 2001 portant promulgation du décret n° 2001-476 du 30 mai 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué en Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur le texte suivant :

— Décret n° 2001-476 du 30 mai 2001 portant adaptation de la valeur en euros du montant exprimé en francs figurant dans le décret n° 80-533 du 15 juillet 1980 pris pour l'application de l'article 1341 du code civil, paru au J.O.R.F. du 3 juin 2001 à la page 8886.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 juin 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

DECRET n° 2001-476 du 30 mai 2001 portant adaptation de la valeur en euros du montant exprimé en francs figurant dans le décret n° 80-533 du 15 juillet 1980 pris pour l'application de l'article 1341 du code civil.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le règlement (CE) n° 1103-97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement (CE) n° 974-98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro ;

Vu le règlement (CE) n° 2866-98 du Conseil du 31 décembre 1998 concernant les taux de conversion entre l'euro et les monnaies des Etats membres adoptant l'euro ;

Vu l'article 1341 du code civil ;

Vu le décret n° 80-533 du 15 juillet 1980 pris pour l'application de l'article 1341 du code civil, modifié par le décret n° 99-235 du 22 mars 1999,

Decrète :

Article 1er.— A l'article 1er du décret du 15 juillet 1980 susvisé, le montant de 5.000 F est remplacé par le montant de 800 euros.

Art. 2.— Les dispositions du présent décret sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, dans les Terres australes et antarctiques françaises et à Mayotte.

Art. 3.— Les dispositions du présent décret entreront en vigueur le 1er janvier 2002.

Art. 4.— La garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mai 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

La garde des sceaux, ministre de la justice,
Marylise LEBRANCHU.

Le ministre de l'intérieur,
Daniel VAILLANT.

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,
Christian PAUL.

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 319 DRCL du 14 juin 2001 portant acceptation de la désignation d'un agent spécial d'assurance.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les articles R 321-1 et R 322-4 du code des assurances ;

Vu ensemble le décret n° 76-666 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes législatifs concernant les assurances (1re partie Législative), le décret n° 76-667 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes réglementaires concernant les assurances (2e partie Réglementaire) ;

Vu la lettre en date du 9 mai 2001 de M. Jacques Szmargd, directeur général adjoint, agissant pour le compte de la Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics, donnant tous pouvoirs à M. Jean-Pierre Varnier de représenter la société en Polynésie française ;

Vu la lettre d'engagement en qualité d'agent spécial de M. Jean-Pierre Varnier en date du 9 mai 2001, dans les termes de l'article R 322-4 du code des assurances,

Arrête :

Article 1er.— Est acceptée la désignation de M. Jean-Pierre Varnier, né le 28 avril 1943 à Saint-Etienne, France, et demeurant au 35 Summerhill Place Saint Héliers à Auckland, en qualité d'agent spécial de la Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics pour ses opérations dans le territoire de la Polynésie française.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 juin 2001.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 332 DRCL du 19 juin 2001 portant acceptation de la désignation d'un agent spécial d'assurance.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les articles R 321-1 et R 322-4 du code des assurances ;

Vu ensemble le décret n° 76-666 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes législatifs concernant les assurances (1re partie Législative), le décret n° 76-667 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes réglementaires concernant les assurances (2e partie Réglementaire) ;

Vu la lettre en date du 18 avril 2001 de M. Charles Timmerman, directeur de la compagnie Continent Iard et Continent Vie, donnant tous pouvoirs à M. Vincent George de représenter la compagnie en Polynésie française ;

Vu la lettre d'engagement en qualité d'agent spécial de M. Vincent George en date du 26 avril 2001, dans les termes de l'article R 322-4 du code des assurances,

Arrête :

Article 1er.— Est acceptée la désignation de M. Vincent George, né le 30 octobre 1951 à Bar-sur-Seine, France, et demeurant à Punaauia, résidence Te Tavake, en qualité d'agent spécial de la compagnie Continent Iard et Continent Vie pour ses opérations dans le territoire de la Polynésie française.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2001.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

ARRETE n° 162 DAF/PERS du 26 juin 2001 complétant l'arrêté n° 288 DAF/PERS du 17 octobre 2000 portant délégation de signature à M. Marc-Henri Beguin, chef de la subdivision administrative des îles Marquises et aux adjoints de la subdivision.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 17 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 27 octobre 1999 portant nomination de M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française ;

Vu le décret du septembre 2000 portant nomination de M. Marc-Henri Beguin, administrateur civil hors classe, chef de la subdivision administrative des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 347 DAF/PERS du 2 décembre 1999 modifié portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 87 DAF/PERS du 10 décembre 1999 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Christian Massinon, administrateur civil hors classe, nommé secrétaire général de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 228 DAF/PERS du 1er septembre 2000 constatant l'arrivée de M. Marc-Henri Beguin, administrateur civil hors classe, nommé chef de la subdivision administrative des îles Marquises ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 288 DAF/PERS du 17 octobre 2000 portant délégation de signature à M. Marc-Henri Beguin, chef de la subdivision administrative des îles Marquises et aux adjoints de la subdivision, est complété comme suit :

« Article 1er bis.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc-Henri Beguin, chef de la subdivision administrative des îles Marquises, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions, par M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française. »

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef de la subdivision administrative des îles Marquises, l'adjoint administratif au chef de la subdivision et l'adjoint technique au chef de la subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2001.
Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 164 DAF/PERS du 27 juin 2001 modifiant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 318 DAF/PERS du 20 novembre 2000 portant délégation de signature à M. Marcel Renouf, chef de la subdivision administrative des îles du Vent et aux adjoints de la subdivision.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi du 3 décembre 1849 sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France et notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret n° 53-914 du 26 septembre 1953 modifié portant simplifications de formalités administratives ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 17 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté gubernatorial du 28 août 1913 portant création à Papeete d'un établissement public destiné à recevoir les personnes atteintes d'aliénation mentale ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 308 DAF/PERS du 2 septembre 1998 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Marcel Renouf, administrateur civil de 1re classe, nommé chef de la subdivision administrative des îles du Vent ;

Vu l'arrêté n° 347 DAF/PERS du 2 décembre 1999 modifié portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2000 portant nomination de chefs de subdivision administrative en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 318 DAF/PERS du 20 novembre 2000 portant délégation de signature à M. Marcel Renouf, chef de la subdivision administrative des îles du Vent et aux adjoints de la subdivision ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 318 DAF/PERS du 20 novembre 2000 susvisé, portant délégation de signature à M. Marcel Renouf, chef de la subdivision administrative des îles du Vent et aux adjoints de la subdivision, sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française, M. Marcel Renouf, chef de la subdivision administrative des îles du vent, reçoit délégation de signature pour les actes suivants :

- les arrêtés de placement d'office pris en application de l'arrêté gubernatorial du 28 août 1913 susvisé portant création à Papeete d'un établissement public destiné à recevoir les personnes atteintes d'aliénation mentale ;

- les arrêtés d'expulsion des étrangers pris en application de la loi du 3 décembre 1849 sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France et notamment son article 7.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française, et de M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française, M. Marcel Renouf reçoit délégation de signature pour tous les actes, y compris les arrêtés, afin d'assurer la gestion courante des affaires relevant de la compétence du haut-commissariat."

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, l'adjoint administratif au chef de la subdivision et l'adjoint technique au chef de la subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2001.

Jean ARIBAUD.

Par décision n° 310 SATP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 11 juin 2001.— Est constatée l'arrivée à Papeete, le 7 juin 2001, de M. Jean-Luc Oliver, capitaine de police de la police nationale, matricule 642.344, 4e échelon, muté au poste de surveillance du territoire, à compter du 6 juin 2001.

Dépense imputable au budget de l'Etat, chapitre 31-41, article 10, paragraphe 11.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

CONVENTION n° 11471 du 5 juin 2001 de distribution publique d'énergie électrique de Tahiti - Avenant n° 12 à la convention n° 60-10 du 27 septembre 1960 modifiant l'article 11 du cahier des charges annexé à cette convention.

ENTRE :

- le territoire de la Polynésie française représenté par le Président du gouvernement,

d'une part,

ET :

- la S.A. Electricité de Tahiti, représentée par son président-directeur général, dûment habilité par son conseil d'administration,

d'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article unique.— L'article 11 est, à compter de la date de la signature de cet avenant, abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 11

Prix de vente de l'énergie électrique

L'énergie électrique sera vendue au compteur.

La facture mensuelle comporte, outre les charges d'abonnement définies à l'article 11.2, des charges proportionnelles au nombre de kWh relevés au compteur.

Dans le cas particulier du compteur à pré-paiement, la tarification correspond à un prix incluant les charges d'abonnement et les charges proportionnelles.

Les charges proportionnelles sont valorisées à des prix unitaires ne pouvant dépasser des maxima définis ci-après pour les différentes catégories de consommateurs.

Catégorie de consommateurs

Basse tension

- Usages domestiques :
 - 1re tranche sociale de 0 à 100 kWh/mois : P0
 - 2e tranche de 101 à 200 kWh/mois : P1
 - 3e tranche au-dessus de 200 kWh/mois : P2
- Eclairage public : P3
- Usage professionnel basse tension et autres usages : P4

Moyenne tension

- Tarif jour (de 7 heures à 20 h 59) :
 - 1re tranche de 0 à 116.200 kWh/mois : P5
 - 2e tranche de 16.201 à 48.600 kWh/mois : P6
 - 3e tranche au-dessus de 48.600 kWh/mois : P7
- Tarif nuit (de 21 heures à 6 h 59) :
 - 1re tranche de 0 à 9.000 kWh/mois : P8
 - 2e tranche au-dessus 9.000 kWh/mois : P9
- Tarif uniforme : P10

Les charges d'abonnement et proportionnelles dans le cas des compteurs à pré-paiement sont valorisées à des prix unitaires ne pouvant dépasser des maxima définis ci-après pour les différentes catégories de consommateurs.

*Catégorie de consommateurs**Puissance souscrite du compteur*

- Usages domestiques :
 - 2,2 kVA quel que soit le nombre de kWh/mois : P11
 - 3,3 kVA quel que soit le nombre de kWh/mois : P12
 - 4,4 kVA quel que soit le nombre de kWh/mois : P13
 - 5,5 kVA quel que soit le nombre de kWh/mois : P14
 - 6,6 kVA quel que soit le nombre de kWh/mois : P15

Le tarif P2 est celui utilisé pour déterminer le montant des prestations définies dans le cahier des charges quand il est fait référence au "tarif maximal", "tarif maximal en vigueur" ou "tarif maximal domestique".

Les prix de vente unitaires maximaux hors taxes sont déterminés pour chaque tarif en fonction d'un écart mesuré en francs par rapport au prix de référence :

Le prix de référence (P réf) à la signature de l'avenant n° 12 est de : 27,56 F.

Les écarts de prix de chacune des tranches tarifaires par rapport au prix de référence (P réf) sont fixés à la date de la signature de l'avenant comme suit :

Prix de référence P		27,56
Tranches tarifaires	écart	prix
<i>Basse tension</i>		
P0 usage domestique (0 à 100 kWh).....	- 8,07 F	19,49 F
P1 usage domestique (101 à 200 kWh).....	0,65 F	28,21 F
P2 usage domestique (au-dessus de 200 kWh).....	9,18 F	36,74 F
P3 éclairage public.....	2,97 F	30,53 F
P4 usage professionnel BT et autres usages.....	7,77 F	35,33 F
<i>Moyenne tension</i>		
P5 tarif jour (0 à 16.200 kWh).....	- 1,98 F	25,58 F
P6 tarif jour (16.201 à 48.400 kWh).....	- 10,88 F	16,68 F
P7 tarif jour (au-dessus de 48.400 kWh).....	- 11,49 F	16,07 F
P8 tarif nuit (0 à 9.000 kWh).....	- 10,54 F	17,02 F
P9 tarif nuit (au-dessus de 9.000 kWh).....	- 11,71 F	15,85 F
P10 tarif uniforme.....	1,55 F	29,11 F
<i>Compteurs à pré-paiement</i>		
P11 2,2 kVA de puissance souscrite.....	- 1,16 F	26,40 F
P12 3,3 kVA de puissance souscrite.....	1,84 F	29,40 F
P13 4,4 kVA de puissance souscrite.....	3,04 F	30,60 F
P14 5,5 kVA de puissance souscrite.....	4,64 F	32,20 F
P15 6,6 kVA de puissance souscrite.....	6,44 F	34,00 F

*1. Compteurs classiques : charges proportionnelles**1.1. Acomptes provisionnels*

Le relevé de chaque compteur intervient au moins une fois tous les quatre mois.

Dans l'intervalle séparant deux relevés, le concessionnaire peut établir des factures intermédiaires d'acompte représentant la moyenne des factures acquittées par le client dans les mois antérieurs, ou, à défaut, la moyenne des factures acquittées par les clients de la catégorie de tarif considérée. La facture rectificative est établie sur la base du relevé de compteur.

Sur demande des clients "usages domestiques" exclusivement, une mensualisation des paiements est mise en place.

1.2. Droit d'accès au compteur

A la demande écrite du concessionnaire, le client s'engage à laisser le libre accès à ses agents, sur simple justification de leur identité, pour permettre le relevé régulier, ou toutes autres opérations à caractère technique sur les compteurs. En cas d'inaccessibilité répétée du compteur, le concessionnaire est en droit de réclamer, aux frais du client, le déplacement de celui-ci. Les difficultés éventuelles pouvant surgir quant à l'application des dispositions ci-dessus seront soumises au service du contrôle.

*2. Compteurs classiques : charges d'abonnement**2.1. En basse tension*

La prime d'abonnement est mensuelle, et fixée à 14,04 ACE par kVA de puissance souscrite ou atteinte par le client. Elle comprend les redevances d'entretien et de renouvellement du branchement extérieur et du compteur, définies aux articles 15 et 16.

2.2. En moyenne tension

La prime d'abonnement annuelle est de 468,19 ACE par kVA de puissance souscrite ou atteinte par le client dans chaque poste de livraison. Les redevances de pose, de location et d'entretien des compteurs sont comprises dans la prime d'abonnement.

Le montant du terme ACE est fixé à la signature du présent avenant au cahier des charges à 16,16 F, mais la valeur de ACE année 0 est, pour la détermination de ce terme dans le futur, arrêté à 16,18 F.

3. Pré-paiement

Dans les communes ou îles définies par arrêté en conseil des ministres et pour les clients qui en font la demande, le concessionnaire est autorisé à mettre en place à ses frais un compteur à pré-paiement.

*4. Variations des éléments de facturation**Révision des tarifs*

Le prix de référence P réf est déterminé en fonction de trois termes E, T et ACE représentatifs respectivement du coût de l'énergie, du prix du transport de l'électricité, et des autres charges d'exploitations supportées par le concessionnaire.

La formule de calcul du prix de référence est donc de la forme : $P \text{ réf} = E + T + ACE$.

4.1. E énergie

Le concessionnaire est tenu de rechercher l'approvisionnement en énergie primaire le moins cher possible, dans le respect des priorités arrêtées par le territoire de la Polynésie française et définies à l'article 8.

Le coût de l'énergie "E" exprimé en francs par kWh vendu, est calculé sur la base :

- du prix des énergies consommées :
F pour le fioul ou MDO, G pour le gazole de Tahiti, G' pour le gazole des îles et H pour l'hydroélectricité ;
- du rendement technique des réseaux :
r pour le rendement sur Tahiti et r' pour le rendement moyen des îles ;
- et pour chaque énergie primaire : de son coefficient de consommation spécifique :
Cs rapport entre l'énergie consommée exprimée en litre et l'énergie émise exprimée en kWh ;
- de son pourcentage d'utilisation dans la vente d'un kWh :
alpha pour le fioul ou MDO, bêta pour le gazole de Tahiti, bêta' pour le gazole des îles et gamma pour l'hydroélectricité.

La formule est de la forme : $E = (\alpha * F * Cs/r) + (\text{bêta} * G * Csg/r) + (\text{bêta}' * G' * Csg'/r) + (\text{gamma} * H * 1/r)$.

4.1.1. Le prix des énergies

Les valeurs "F", "G" et "G'" correspondent aux prix obtenus par le concessionnaire dans le cadre d'un contrat de fourniture résultant d'un appel d'offres ouvert quinquennal.

Le cahier des charges des appels d'offres, comme les contrats qui leur feront suite, communiqués à l'autorité concédante, respecteront la réglementation en vigueur sur le territoire. Les clauses de fixation et de révision des prix devront être approuvées par l'autorité concédante.

L'autorité concédante aura eu communication du cahier des charges un mois au moins avant le lancement de l'appel d'offres et pourra se faire représenter au dépouillement de celui-ci.

Le prix du H peut être composé de deux éléments, l'un représentatif de la puissance garantie, l'autre de l'énergie livrée au concessionnaire.

4.1.2. Le rendement technique des réseaux et le coefficient de consommation spécifique à chaque énergie

Les coefficients moyens de rendement techniques des réseaux ainsi que les coefficients de consommation spécifiques à chacune des énergies sont fixés pour une durée quinquennale, sur la base du constat établi sur les données de trois années.

Compte tenu de ces éléments, la valeur retenue pour les cinq années à venir sont :

pour le fioul sur Tahiti	Cs/r = 0,26123
pour le gazole de Tahiti	Csg/r = 0,26796
pour le gazole des îles	Csg'/r = 0,31332
pour l'hydroélectricité	1/r = 1,06813

4.1.3. Pourcentage d'utilisation de chaque énergie dans la vente d'un kWh

Chaque année n, le poids de chacune des énergies composant le E, est défini au vu des données réelles de l'année écoulée n-1.

Les quantités retenues sont celles mesurées, à l'exception de l'hydroélectricité pour laquelle une quantité normative de 149.794.501 kWh vendus, correspondant à 160 millions de kWh achetés par E.D.T. à Marama Nui, est arrêtée ; l'écart constaté sur cette énergie entre les quantités mesurées et normatives vient corriger de façon symétrique l'énergie de substitution à savoir le fioul ou MDO.

Du fait de leur production aujourd'hui marginale, les énergies renouvelables existant dans les îles ne sont pas prises en compte, les kWh ainsi produits sont assimilés à ceux produits à partir du gazole.

Les proportions normatives ayant servi au calcul du prix de référence initial sont :

pour le fioul ou MDO sur Tahiti	alpha = 50,185 %
pour le gazole de Tahiti	bêta = 0,478 %
pour le gazole des îles	bêta' = 15,993 %
pour l'hydroélectricité	gamma = 33,344 %

4.2. T Le transport

T représente le prix des prestations de transport d'électricité, ramené au kWh vendu.

La valeur de T est fixée par l'autorité concédante, sa variation ne peut intervenir qu'au 1er mars de chaque année.

La valeur de T est reversée au concessionnaire de transport sur l'île de Tahiti et au concessionnaire de distribution dans les autres îles.

4.3. ACE : les autres charges d'exploitation

Le terme ACE est représentatif des autres charges d'exploitation du concessionnaire.

Il se décline pour Tahiti et pour les îles.

Il évolue selon deux paramètres :

- l'indice des prix à la consommation (M) ;
- l'indice des produits et services divers (PSD).

Le partage de la croissance s'applique sur la partie relative à Tahiti.

La formule est de la forme :

$$ACE = (ACE_i \times \% \text{ Conso } i) + [(ACE_t \times \% \text{ Conso } t) \times L]$$

où :

ACE _t	= la valeur de l'ACE pour Tahiti ;
ACE _i	= la valeur de l'ACE pour les îles ;
% Conso i	= nombre de kWh vendus dans les îles/nombre total de kWh vendus ;
% Conso t	= nombre de kWh vendus sur Tahiti/nombre total de kWh vendus ;
Conso t année 0	= nombre de kWh vendus sur Tahiti au cours de l'année civile 2000 ;
C _m	= valeur de 0,025 pour les années civiles 2001 à 2005 puis 0,015 au-delà de cette date ;

- 1 + Cm = seuil de partage ;
- $L = 0,5 + (0,5 \text{ Conso } t^{\text{année } 0} / \text{Conso } t^{\text{année } n-1}) \times (1 + \text{Cm})$
- Conso t n - 1 = nombre de kWh vendus sur Tahiti au cours de l'année civile n-1.

4.3.1. Valeur initiale des ACE et méthode de revalorisation

Les ACE à la date de signature de l'avenant n° 12 sont arrêtées respectivement :

- pour Tahiti ACEt à 16,03 F ;
pour les îles ACEi à 16,95 F.

Chaque année n, ces valeurs évoluent sur la base des indices PSD et M selon la formule :

$$\text{ACE } n = \text{ACE } n-1 * (0,40 \text{ Mn-1/Mn-2} + 0,60 \text{ PSDn-1/PSDn-2}).$$

M est l'indice général des prix à la consommation familiale.

PSD est l'indice "produits et services divers" hors T.V.A.

Les indices sont ceux du mois de décembre publiés au J.O.P.F. ou par l'I.S.P.F.

4.3.2. Partage de la croissance

Il est prévu, au profit des clients, un partage des gains de productivité du concessionnaire par application du coefficient (L) de partage de la croissance.

En cas de croissance moyenne cumulée constatée des ventes de kWh de Tahiti, inférieure à la valeur du seuil de partage, le coefficient L est neutralisé.

4.4. Règles générales

4.4.1. Arrondi

Sont arrondis par défaut à la deuxième décimale :

- les termes E, T et ACE.

Sont arrondis par défaut à la troisième décimale :

- les pourcentages d'utilisation respective de chaque énergie dans la production consommée par les clients ;
- les pourcentages respectifs de consommation dans les îles et sur Tahiti ;
- le pourcentage de croissance mesuré sur Tahiti.

4.4.2. Actualisation des tarifs

Les tarifs sont actualisés, par application de la formule ci-dessus :

tous les ans, au 1er mars de l'année n, sur la base :

- des données relatives à la production et aux ventes d'électricité de Tahiti et des îles, constatées lors de l'année civile écoulée n-1 ;
- des valeurs publiées des indices M et PSD hors T.V.A. de décembre de l'année n-1 ;
- des valeurs, lorsqu'elles sont modifiées, arrêtées en janvier de l'année n par le conseil des ministres, du prix de l'énergie et de la puissance garantie hydrauliques : paramètres H ;

- de la valeur, lorsqu'elle est modifiée, arrêtée en janvier de l'année n par le conseil des ministres, du prix du transport de l'énergie paramètre T ;
- des valeurs arrêtées en janvier de l'année n par le conseil des ministres des paramètres F, G, G' correspondants (sauf dispositions contraires) aux prix moyens des valeurs des hydrocarbures arrêtés aux 1er mai, 1er septembre de l'année n-1 et du 1er janvier de l'année n et prenant en compte les éventuelles remises consenties au concessionnaire.

à tout moment

En cas de modification du prix de l'énergie primaire, de l'hydroélectricité ou du transport dont l'impact serait soit de faire varier à la hausse ou à la baisse le prix de référence de plus de 1 % soit sur la base des consommations de l'année précédente de faire varier à la hausse comme à la baisse le chiffre d'affaires annuel du concessionnaire de plus de 0,50 %.

Cette modification est applicable à la première facturation suivant la mise en application des nouveaux paramètres, sous réserve d'un contrôle des paramètres par l'autorité concédante dans un délai maximum d'un mois.

En cas de disparition ou d'évolution manifestement incohérente d'un indice de la formule, les parties doivent se rapprocher afin de pourvoir à sa substitution et définir les conditions de recollement.

Au cas où l'évolution des prix du fioul ou MDO viendrait déséquilibrer les engagements liant le concédant et le concessionnaire.

Révision de la formule

La formule peut être révisée, pour maintenir les tarifs en harmonie avec les charges de l'entreprise, à la demande de l'autorité concédante ou du concessionnaire :

tous les ans

la première échéance intervenant le 1er janvier 2006.

à tout moment

lorsque ACE s'élève à 2 fois ACE n-1

ou s'abaisse au 2/3 d'ACE n-1

depuis la dernière modification de la formule.

Les nouveaux tarifs sont appliqués dès leur approbation et au plus tard six mois après la date de demande de révision.

Si dans les trois mois à compter de la date de la demande de révision, un accord n'est pas intervenu, le différend sera soumis à un expert dans les conditions prévues à l'article 35.

5. Dispositions générales

5.1. Dépassement de la puissance souscrite

La puissance souscrite au-delà de laquelle il y a dépassement est celle indiquée par le client lors de la signature du contrat pour servir de base à son exécution. Les modalités applicables aux dépassements sont précisées dans la police-type ou le contrat d'abonnement.

Le concessionnaire ne saura être tenu de faire face aux besoins de dépassement du client si ceux-ci excèdent ses disponibilités ou la capacité de transport ou de transformation

des ouvrages existants, ou s'ils dépassent vingt-cinq pour cent (25 %) de la puissance souscrite.

En outre, le client devra au concessionnaire toutes les dépenses de remise en état du matériel rendue nécessaire à la suite des dépassements de la puissance souscrite.

5.2. *Energie réactive*

Les prix de l'énergie définis ci-dessus s'entendent pour un facteur puissance (cosinus phi) au moins égal à 0,80.

Le contrat d'abonnement peut compter des pénalités lorsque le facteur de puissance est inférieur à 0,80.

Si pour un mois déterminé, le facteur de puissance est inférieur à 0,80, le prix du kWh peut être majoré de 1 % par centième de facteur de puissance au-dessous de 0,80.

Le concessionnaire n'est pas tenu de fournir de l'énergie à un client dont le cosinus phi est inférieur à 0,60.

5.3. *Tarifs spéciaux*

Le concessionnaire peut proposer, pour des catégories particulières d'usage ou d'emploi de l'énergie électrique des tarifs diversifiés.

Ces tarifs diversifiés peuvent comporter des aménagements par rapport aux tarifs généraux, par exemple, pour emploi de l'énergie en dehors des heures de pointe, ou la limitation de la puissance pendant ces mêmes heures ou toute autre contrainte.

Dans ce cas, une information est faite auprès de l'autorité concédante.

5.4. *Egalité de traitement*

Le concessionnaire est tenu, à tous égards et notamment en matière de tarifs, à une stricte égalité de traitement vis-à-vis des clients quels qu'ils soient.

Lorsqu'un client bénéficie d'un tarif d'application institué par le concessionnaire en conformité avec les dispositions du présent cahier des charges, tout autre client, pour lequel les caractéristiques de la fourniture seraient dans leur ensemble au moins équivalentes quant au prix de l'énergie fournie, peut demander le bénéfice du même tarif aussi longtemps que celui-ci sera en vigueur.

Les caractéristiques ci-dessus visées sont les suivantes :

- 1° Périodes d'utilisation de l'énergie (saisons, jours de la semaine et heures de la journée), garanties découlant de la destination de l'énergie, compte tenu, s'il y a lieu, de la modulation de la puissance demandée par le client ou mise à sa disposition ;
- 2° Durée de l'abonnement ;
- 3° Facteur de puissance (cosinus phi) ;
- 4° Tension sous laquelle est effectuée la fourniture ;
- 5° Puissance demandée par le client ou mise à sa disposition ;
- 6° Caractère précaire de la fourniture, convenu avec le client.

Le concessionnaire doit établir et tenir constamment à jour un relevé de tous les tarifs différenciés qu'il consent.

Ce relevé est mis en permanence à la disposition du public dans chacun des bureaux où peuvent être contractés les abonnements.

Chaque fois que le concessionnaire se propose, soit d'instituer un nouveau tarif, soit de modifier ou de supprimer un tarif existant, communication du projet doit être faite à l'autorité concédante.

Si à l'expiration du délai de trois mois après notification par le concessionnaire du projet de tarif, l'autorité concédante n'a pas fait d'objections, le tarif projeté est mis en vigueur.

N'entrant pas en ligne de compte dans les comparaisons à faire avec les conditions accordées à de nouveaux clients les conventions particulières passées antérieurement à la date de signature du présent cahier des charges. Toutefois, les conventions qui viendraient à être renouvelées par tacite reconduction postérieurement à la date de signature du présent cahier des charges, cesseraient d'être exclues des comparaisons à faire avec les conditions accordées aux nouveaux clients.

En cas de contestation sur l'application des dispositions du présent article, les parties s'engagent à soumettre leurs différends à l'arbitrage défini à l'article 35 du présent cahier des charges.

Fait à Papeete, le 5 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Pour la S.A. Electricité de Tahiti :

Le président-directeur général,
Joël ALLAIN.

TABLEAU ANNEXE à l'avenant n° 12

(valeur des différents paramètres
à la signature de l'avenant n° 12)

F	23,25
G	47,70
H	12,06
G'	30,50
T	2,45
PSD (hors T.V.A.)	1,410
M	117,1

(données relatives aux ventes d'électricité de l'année 2000)

ventes de kWh à Tahiti	377.395.000
ventes de kWh dans les îles	71.847.000
Total des ventes	449.242.000

ARRETE n° 825 CM du 22 juin 2001 portant modification partielle de l'arrêté n° 1615 CM du 24 novembre 2000, portant réorganisation des circonscriptions pédagogiques du premier degré de la Polynésie française.

NOR : SEP0100924G

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 75-22 du 24 janvier 1975, modifiée par la délibération n° 78-9 du 21 janvier 1978, portant création du service de l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 1299 I.ADM du 17 mars 1975 modifié portant définition et organisation du service territorial de l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 623 CM du 26 juin 1985 modifié portant définition et organisation de la carte scolaire des enseignements préélémentaire et élémentaire publics ;

Vu l'arrêté n° 1615 CM du 24 novembre 2000 portant réorganisation des circonscriptions pédagogiques du premier degré de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission territoriale de la carte scolaire du premier degré en sa séance du 18 avril 2001 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 juin 2001,

Arrête :

Article 1er. — Les limites territoriales des circonscriptions pédagogiques du premier degré, ci-après désignées, à l'intérieur desquelles s'exerce la compétence des inspecteurs de l'éducation nationale, fixées par l'article premier de l'arrêté n° 1615 CM du 24 novembre 2000 susvisé, sont partiellement modifiées comme suit :

*Circonscription pédagogique n° 1 : C.J.A.
I.E.N. adjoint au chef du service de l'éducation*

Centres des jeunes adolescents (C.J.A.) situés sur tout le territoire de la Polynésie française.

*Circonscription pédagogique n° 3 : Enseignement privé
de Papeete et de Faa'a*

Ecoles maternelles, élémentaires et primaires de l'enseignement privé situées dans les communes de Papeete et de Faa'a.

*Circonscription pédagogique n° 5 : Etablissements spécialisés
- A.I.S. - Centre de formation C.A.P.S.A.I.S. - Mahina*

1° Etablissements spécialisés :

- Centre médico-éducatif pour handicapés sensoriels (C.M.E.H.S.) ou Centre de l'ouïe et de la parole (Cédop) ;
- école du Centre hospitalier territorial (C.H.T.) de Mamao ;
- école du service de psychiatrie infanto-juvénile (S.P.I.J.) ;
- école du Centre pénitentiaire de Nuutania ;
- Tama Puuroa ;
- Institut médico-éducatif (Raimanutea et Tearama).

2° A.I.S. et centre de formation C.A.P.S.A.I.S.

3° Ecoles maternelles, élémentaires et primaires de l'enseignement public situées dans la commune de Mahina.

*Circonscription pédagogique n° 11 : Arue, Gambier,
Tuamotu Est*

Ecoles maternelles, élémentaires et primaires de l'enseignement public situées dans les communes suivantes :

Arue.

Gambier : Rikitea.

Tuamotu Est :

- Hao (Hao, Amanu) ;
- Nukutavake (Nukutavake, Vahitahi, Vairaatea) ;
- Reao (Reao, Pukarua) ;
- Tatakoto ;
- Tureia (Tureia, Tematangi).

Art. 2. — Les limites territoriales des autres circonscriptions pédagogiques fixées par l'arrêté n° 1615 CM précité sont maintenues.

Art. 3. — Les autres dispositions de l'arrêté n° 1615 CM susvisé demeurent inchangées.

Art. 4. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement technique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement technique,
Nicolas SANQUER.*

ARRETE n° 827 CM du 22 juin 2001 portant nomination de M. Jean-Christophe Shigetomi, attaché principal d'administration de catégorie A de la fonction publique territoriale, chef du service des transports maritimes et aériens par intérim, pendant le congé administratif de M. Michel Bonnard, chef de service, du 28 juin 2001 au 15 août 2001 inclus.

NOR : TMA0100958AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des transports et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 92-232 AT du 30 décembre 1992 modifiée portant création du service territorial des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 354 CM du 26 avril 1993 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement du service territorial des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 963 CM du 28 octobre 1993 nommant M. Michel Bonnard, chef du service territorial des transports interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 971 MFR/PEL du 21 mars 2001 accordant un congé administratif à M. Michel Bonnard ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Christophe Shigetomi, attaché principal d'administration de catégorie A de la fonction publique territoriale au service des transports maritimes et aériens, assurera l'intérim du chef du service des transports maritimes et aériens pendant le congé administratif de M. Michel Bonnard, chef de service, du 28 juin 2001 au 15 août 2001 inclus.

Art. 2.— Le ministre des transports et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 22 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des transports
et de l'énergie,*
Bruno SANDRAS.

ARRETE n° 828 CM du 25 juin 2001 portant nomination de Mlle Loana Fenuaiti en qualité de chef du service de la documentation.

NOR : SID0100972AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-22 APF du 11 février 1999 modifiée portant création du service de la documentation ;

Vu les nécessités de service ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Mlle Loana Fenuaiti est nommée chef de service de la documentation.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 829 CM du 25 juin 2001 modifiant l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2001 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public dénommé "Agence tahitienne de presse".

NOR : SGG0100914AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 01-4 APF du 11 janvier 2001 modifiée portant création de l'Agence tahitienne de presse ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1985 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2001 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public dénommé "Agence tahitienne de presse" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Il est ajouté un dernier alinéa à l'article 9 de l'arrêté susvisé ainsi rédigé :

"Du vice-président, en cas d'absence ou d'empêchement du président, ses fonctions sont exercées par un vice-président, désigné par une délibération du conseil d'administration, parmi ses membres".

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 830 CM du 25 juin 2001 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à M. Paul Tefatau pour la réalisation d'une construction d'une maison d'habitation de type O.P.H. à Pirae.

NOR : SAU0100944AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 01-16 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 18 avril 2001 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae ;

Vu l'accord des propriétaires voisins concernés ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue est accordée à M. Paul Tefaatau, en ce qui concerne la régularisation des travaux de construction d'une maison d'habitation (O.P.H.) réalisée sur la parcelle cadastrée n° 290, section C, sise à Pirae, rue Gadiot, selon les éléments du dossier présenté au COMAP le 18 avril 2001, enregistré sous le n° 01-16 COMAP.

Art. 2.— Cette dérogation à l'article 9H du règlement d'urbanisme en secteur B permet au vu des accords de voisinage l'implantation de la construction avec un recul de :

- 2,70 mètres de la limite nord ;
- 3,60 mètres de la limite sud ;
- 3,70 mètres de la limite est,

à compter des débords de toiture, au lieu de 4 mètres.

Art. 3.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 4.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 25 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,
et de l'humanisation de la ville,
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 831 CM du 25 juin 2001 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue à la S.C.I. Reva pour la réalisation d'un immeuble de rapport à Pirae.

NOR : SAU0100981AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers ;

Vu le dossier déposé au service de l'urbanisme enregistré sous le n° 01-24 COMAP ;

Vu l'avis du COMAP dans sa séance du 18 avril 2001 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Pirae ;

Vu l'accord de voisinage ;

Considérant que la dérogation de hauteur demandée est minime et a pour seul objet de dégager une hauteur sous plafond suffisante au premier étage du bâtiment ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de Papeete, Pirae et Arue est accordée à la S.C.I. Reva, pour la réalisation d'un immeuble de rapport sur la parcelle cadastrée n° 470, section B, sise à Pirae, selon les dispositions du dossier enregistré sous le n° 01-24 COMAP.

Art. 2.— Cette dérogation concerne l'article 9H du règlement d'urbanisme, en secteur B, et permet la construction sur une hauteur de 5,80 mètres en mitoyenneté au lieu de 5 mètres, et un dernier niveau en retrait de 2,70 mètres, au lieu de 6 mètres, vis-à-vis de la parcelle cadastrée n° 472, section E.

Art. 3.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité, dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Art. 4.— Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 25 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et de l'urbanisme,
et de l'humanisation de la ville,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 832 CM du 25 juin 2001 portant désignation des membres de la commission des investissements.

NOR : CDD100917AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 modifiée définissant les incitations à l'investissement sur le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 portant application de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1168 CM du 20 décembre 1993 modifié portant désignation des membres de la commission des investissements ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 20 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— La commission des investissements prévue à l'article 8 de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire est composée de :

A - Membres à voix délibérative

- le ministre de l'économie et des finances, président de la commission ;
- le ministre en charge du tourisme, vice-président de la commission ;
- le ministre en charge de l'emploi ou son représentant ;
- le ministre en charge de l'industrie ou son représentant ;
- cinq conseillers territoriaux désignés pour une période de deux ans par l'assemblée de la Polynésie française ou leurs suppléants ;
- le président du Conseil économique, social et culturel ou son représentant ;
- le conseiller spécial auprès du Président du gouvernement en charge du développement économique ou son représentant ;
- le directeur de l'Institut d'émission d'outre-mer ou son représentant ;

- le directeur de l'Agence française de développement ou son représentant ;
- le président du comité local de l'association française des banques ou son représentant ;
- le directeur général de la société de financement du développement de la Polynésie française ou son représentant ;
- le délégué à la promotion des investissements, secrétaire de la commission.

B - membres à voix consultative

- le chef du service des affaires économiques ;
- le chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles ;
- le chef du service des contributions ;
- le chef de la délégation à l'environnement ;
- le chef du service des douanes ;
- le directeur des affaires foncières ;
- le ou les chefs des services concernés par les dossiers inscrits à l'ordre du jour ;
- le ou les directeurs des établissements publics concernés par les dossiers inscrits à l'ordre du jour, ou leur représentant.

Art. 2.— L'arrêté n° 1168 CM du 20 décembre 1993 modifié est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Pour le ministre de l'économie et des finances, absent :

*Le vice-président,
ministre de l'emploi,
de la formation professionnelle,
du développement des archipels,
des nouvelles technologies
et des postes,*
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 835 CM du 27 juin 2001 portant cessation de fonctions de M. Jean-Marie Demaret, chef du service de l'informatique.

NOR : SIT010092AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1059 AT du 27 juin 1985 portant création du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 662 CM du 5 juillet 1985 portant définition des attributions et organisation du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 360 CM du 11 mars 1986 relatif au régime indemnitaire des agents du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 907 CM du 8 juillet 1998 nommant M. Jean-Marie Demaret en qualité de chef de service de l'informatique ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 27 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Pour compter du 1er juillet 2001, il est mis fin aux fonctions de M. Jean-Marie Demaret en qualité de chef de service de l'informatique.

Art. 2.— L'arrêté n° 907 CM du 8 juillet 1998 nommant M. Jean-Marie Demaret en qualité de chef de service de l'informatique est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Pour le ministre de l'économie
et des finances, absent :

Le vice-président,
ministre de l'emploi,
de la formation professionnelle,
du développement des archipels,
des nouvelles technologies
et des postes,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 836 CM du 27 juin 2001 portant nomination de M. Hervé Varet en qualité de chef du service de l'informatique.

NOR : SIT0100993AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1059 AT du 27 juin 1985 portant création du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 662 CM du 5 juillet 1985 portant définition des attributions et organisation du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 360 CM du 11 mars 1986 relatif au régime indemnitaire des agents du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 835 CM du 27 juin 2001 portant cessation de fonctions de M. Jean-Marie Demaret, chef de service de l'informatique ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 27 juin 2001,

Arrête :

Article 1er.— Pour compter du 1er juillet 2001, M. Hervé Varet est nommé chef de service de l'informatique.

Art. 2.— Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Pour le ministre de l'économie
et des finances, absent :

Le vice-président,
ministre de l'emploi,
de la formation professionnelle,
du développement des archipels,
des nouvelles technologies
et des postes,
Edouard FRITCH.

NOR : TMA0100938AC

Par arrêté n° 826 CM du 22 juin 2001.— L'allocation totale annuelle est basée sur vingt-six (26) rotations minimums annuelles sur la desserte des Tuamotu Ouest.

L'annexe 1 de l'arrêté n° 1065 CM du 5 octobre 1990 est complétée comme suit :

"Colonne

- | | |
|---|---------------------------------------|
| 1 | Société de Navigation des Tuamotu |
| 2 | Saint-Xavier-Maris-Stella III |
| 3 | Arrêté n° 1621 CM du 24 novembre 2000 |
| 4 | 30.000 litres de gazole par rotation |
| 5 | 26 rotations par an |
| 6 | 780.000 litres de gazole par an. |

L'annexe 1 de l'arrêté n° 672 CM du 4 août 1993 est complétée comme suit :

"Colonne

- | | |
|---|---|
| 1 | Société de Navigation des Tuamotu |
| 2 | Saint-Xavier-Maris-Stella III |
| 3 | Arrêté n° 1621 CM du 24 novembre 2000 |
| 4 | 205 litres d'huiles lubrifiantes par rotation |
| 5 | 26 rotations par an |
| 6 | 5.330 litres d'huiles lubrifiantes par an". |

L'arrêté n° 672 CM du 8 juillet 1997 est abrogé.

NOR : LLM0100970AC

Par arrêté n° 833 CM du 25 juin 2001.— L'état prévisionnel des recettes et des dépenses (E.P.R.D.) modifié de l'Institut Louis-Malardé (I.L.M.) est établi pour un montant total de un milliard trois cent quarante-neuf millions huit cent douze mille neuf cent quatre-vingt-quatre francs paci-

figues (1.349.812.984 F CFP), dont un milliard deux cent cinq millions quatre cent douze mille neuf cent quatre-vingt-quatre francs pacifiques (1.205.412.984 F CFP) pour la section de fonctionnement, et cent quarante-quatre millions quatre cent mille francs pacifiques (144.400.000 F CFP) pour la section des opérations en capital hors report de crédits.

NOR : ILM0100871AC

Par arrêté n° 834 CM du 25 juin 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-01 ILM du 20 avril 2001 fixant les montants des primes et indemnités allouées au titre de l'exercice 2001.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1571 PR du 22 juin 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'équipement et des ports.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 mai 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 644 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des ports ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Gaston Tong Sang, ministre des affaires foncières, du domaine, de la valorisation et de la redistribution des terres, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'équipement et des ports, pendant l'absence de M. Jonas Tahuaitu du 19 au 25 juin 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 1599 PR du 25 juin 2001 portant délégation de signature à Mlle Loana Fenuaiti, chef du service de la documentation.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-22 APF du 11 février 1999 modifiée portant création du service de la documentation ;

Vu l'arrêté n° 828 CM du 25 juin 2001 portant nomination de Mlle Loana Fenuaiti en qualité de chef du service de la documentation ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mlle Loana Fenuaiti, chef du service de la documentation, à l'effet de signer, au nom du Président du gouvernement de la Polynésie française, tout acte ou document à caractère interne ou relatif au fonctionnement courant du service de la documentation.

Art. 2.— Mlle Loana Fenuaiti est, en particulier, habilitée à signer les pièces ci-après :

- Lettres, notes et bordereaux adressés aux chefs de services et directeurs d'établissements publics de la Polynésie française ;
- Correspondances adressées aux fournisseurs et usagers du service de la documentation ;
- Ordres de déplacements et réquisitions à l'intérieur de la Polynésie française pour les agents placés sous son autorité ;
- Actes individuels concernant les congés administratifs ou exceptionnels ;
- Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- Notation primaire des agents placés sous son autorité ;
- Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- Engagements, dont lettres de commande, conventions, marchés, certificats de service fait, liquidations et signature de toutes pièces justificatives pour les dépenses imputées sur le budget de fonctionnement du service.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Loana Fenuaiti, les délégations prévues aux articles précédents sont exercées par Mlle Blandine Maraearo, adjoint au chef de service.

Art. 4.— Le chef du service de la documentation est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2001.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 1600 PR du 25 juin 2001 portant modification de l'arrêté n° 653 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 653 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 653 PR du 19 mai 2001 est complété d'un article ainsi rédigé :

"Art. 2-1.— Il reçoit délégation de pouvoir pour délivrer les autorisations et retraits d'autorisation prévus aux articles D 154-1 et suivants du code de l'aménagement relatifs aux fouilles."

Art. 2.— Le ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, chargé de la promotion des langues polynésiennes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre de la culture
et de l'enseignement supérieur,
Louise PELTZER.

Par arrêté n° 1573 PR du 22 juin 2001.— L'intitulé de l'arrêté n° 290 PR du 6 février 2001 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine de M. Pierre Amo est modifié comme suit :

Au lieu de : "M. Pierre Amo" ;
Lire : "M. Jean-Pierre Amo".

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 1574 PR du 22 juin 2001.— Il est rajouté un deuxième paragraphe à l'article 1er de l'arrêté n° 368 PR du 26 février 2001 portant transfert de 3 licences au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea au profit de la S.A.R.L. "Moorea Transports" comme suit :

"Les identifications des licences rattachées à ces inscriptions sont les n° 14 C 11 M, n° 15 C 11 M et n° 16 C 11 M."

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 1575 PR du 22 juin 2001.— Les licences de transport touristique n° 01 A 07 T, n° 05 A 07 T et n° 06 A 07 T attribuées à Mme Alice Ly Wa Ut sont radiées du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

L'identification des licences en exploitation de Mme Alice Ly Wa Ut est modifiée comme suit :

Anciennes références : 02 A 07 T ; 03 B 07 T ; 04 B 07 T ; 07 B 07 T.

Nouvelles références : 01 A 07 T ; 02 B 07 T ; 03 B 07 T ; 04 B 07 T.

Par arrêté n° 1576 PR du 22 juin 2001.— Les licences de transport touristique n° 04 A 10 T, n° 06 B 10 T et n° 10 B 10 T attribuées à la S.A.R.L. "Marama Transports Touristiques" sont radiées du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

L'identification des licences en exploitation de la S.A.R.L. "Marama Transports Touristiques" est modifiée comme suit :

Anciennes références : 01 A 10 T ; 02 A 10 T ; 03 A 10 T ; 05 A 10 T ; 07 B 10 T ; 08 B 10 T ; 09 B 10 T ; 11 B 10 T ; 12 B 10 T.

Nouvelles références : 01 A 10 T ; 02 A 10 T ; 03 A 10 T ; 04 A 10 T ; 05 B 10 T ; 06 B 10 T ; 07 B 10 T ; 08 B 10 T ; 09 B 10 T.

Par arrêté n° 1577 PR du 22 juin 2001.— La licence de transport touristique n° 01 C 05 T attribuée à M. Teritua Fanaura est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

L'autorisation préalable d'inscription octroyée à M. Teritua Fanaura est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 1578 PR du 22 juin 2001.— La licence de transport touristique n° 03 B 16 T attribuée à la S.A.R.L. "Fifi Transport" est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 1579 PR du 22 juin 2001.— La licence de transport touristique n° 01 C 19 T attribuée à M. Teva Wilkes est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

L'autorisation préalable d'inscription octroyée à M. Teva Wilkes est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 1580 PR du 22 juin 2001.— La licence de transport touristique n° 01 C 20 T attribuée à M. Hervé Lavalette de "Tahiti Treking" est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

L'autorisation préalable d'inscription octroyée à M. Hervé Lavalette de "Tahiti Treking" est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 1581 PR du 22 juin 2001.— Les licences de transport touristique n° 01 C 21 T, n° 02 C 21 T, n° 03 C 21 T et n° 04 C 21 T attribuées à la S.A.R.L. "Freddy Adventures"

sont radiées du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

L'autorisation préalable d'inscription octroyée à la S.A.R.L. "Freddy Adventures" est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 1582 PR du 22 juin 2001.— Les licences de transport touristique n° 01 C 24 T, n° 02 C 24 T et n° 03 C 24 T attribuées à la S.A.R.L. "Tiare Mato Rando 4 x 4 Canyoning" sont radiées du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

L'autorisation préalable d'inscription octroyée à la S.A.R.L. "Tiare Mato Rando 4 x 4 Canyoning" est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 1583 PR du 22 juin 2001.— La licence de transport touristique n° 01 B 30 T attribuée à la S.A.R.L. "Le Musée de la Perle Robert Wan" est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

L'autorisation préalable d'inscription octroyée à la S.A.R.L. "Le Musée de la Perle Robert Wan" est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 1584 PR du 22 juin 2001.— La licence de transport touristique n° 01 B 32 T attribuée à M. Roger Mariassoué de "Fenua Excursions" est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

L'autorisation préalable d'inscription octroyée à M. Roger Mariassoué est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 1585 PR du 22 juin 2001.— La licence de transport touristique n° 01 C 34 T attribuée à M. Roger Leplat est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

L'autorisation préalable d'inscription octroyée à M. Roger Leplat est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti.

Par arrêté n° 1586 PR du 22 juin 2001.— Les licences de transport touristique n° 01 C 05 M et n° 05 C 05 M attribuées à la S.A.R.L. "Ron's Adventure" sont radiées du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea.

L'identification des licences en exploitation de la S.A.R.L. "Ron's Adventure" est modifiée comme suit :

Anciennes références : 02 C 05 M ; 03 C 05 M ; 04 C 05 T.

Nouvelles références : 01 C 05 M ; 02 C 05 M ; 03 C 05 M.

Par arrêté n° 1587 PR du 22 juin 2001.— La licence de transport touristique n° 01 B 09 M attribuée à M. Perotini

Teraiharoa est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea.

L'autorisation préalable d'inscription octroyée à M. Perotini Teraiharoa est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea.

Par arrêté n° 1588 PR du 22 juin 2001.— Les inscriptions au plan de transport touristique de l'île de Moorea précédemment délivrées à M. Benjamin Teraiharoa ainsi que les licences qui y sont rattachées sont transférées à la S.A.R.L. "Ben Tours".

La licence de transport touristique n° 02 B 12 M attribuée à la S.A.R.L. "Ben Tours" est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea.

L'identification des licences en exploitation de la S.A.R.L. "Ben Tours" est modifiée comme suit :

Anciennes références : 01 B 12 M ; 04 B 12 M ; 05 B 12 M ; 06 C 12 M ; 07 C 12 M ; 08 A 12 M ; 09 C 12 M ; 10 A 12 M ; 11 B 12 M ; 12 A 12 M.

Nouvelles références : 01 B 12 M ; 02 B 12 M ; 03 B 12 M ; 04 C 12 M ; 05 C 12 M ; 06 A 12 M ; 07 C 12 M ; 08 A 12 M ; 09 B 12 M ; 10 A 12 M.

Par arrêté n° 1589 PR du 22 juin 2001.— La licence de transport touristique n° 04 D 14 M attribuée à la S.A.R.L. "Moorea Tours" est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea.

L'identification des licences en exploitation de la S.A.R.L. "Moorea Tours" est modifiée comme suit :

Anciennes références : 01 A 14 M ; 02 A 14 M ; 03 B 14 M ; 06 C 14 M ; 08 A 14 M.

Nouvelles références : 01 A 14 M ; 02 A 14 M ; 03 B 14 M ; 04 C 14 M ; 05 A 14 M.

Par arrêté n° 1590 PR du 22 juin 2001.— La licence de transport touristique n° 01 C 26 M attribuée à Mme Léonie Teraiharoa est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea.

L'autorisation préalable d'inscription octroyée à Mme Léonie Teraiharoa est radiée du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea.

Par arrêté n° 1591 PR du 22 juin 2001.— Les licences de transport touristique n° 02 C 30 M et n° 04 D 30 M attribuées à la S.A.R.L. "Tiare Moorea Transports" sont radiées du plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea.

L'identification des licences en exploitation de la S.A.R.L. "Tiare Moorea Transports" est modifiée comme suit :

Anciennes références : 01 C 30 M ; 03 D 30 M.

Nouvelles références : 01 C 30 M ; 02 D 30 M.

Par arrêté n° 1602 PR du 26 juin 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Huahine pour l'acquisition de deux chargeurs excavateurs dont le coût est estimé à *seize millions six cent cinquante mille francs CFP* (16.650.000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'équipement mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *quatorze millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille francs CFP* (14.985.000 F CFP).

La subvention sera versée en une seule fois après la réception de l'équipement subventionné.

Les pièces justificatives à produire par la commune à la délégation pour le développement des communes à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;
- un certificat administratif, daté et signé du maire ou de son représentant, ou, dans le cas d'un marché, un procès-verbal de réception, daté et signé, attestant la livraison à Huahine de l'équipement subventionné ;
- un relevé de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération, visé en original par le trésorier des îles Sous-le-Vent.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

Par arrêté n° 1603 PR du 26 juin 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Huahine pour l'acquisition de trois camions à benne de 5 mètres cubes dont le coût est estimé à *trente-six millions six cent mille francs CFP* (36.600.000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'équipement mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *trente-deux millions neuf cent quarante mille francs CFP* (32.940.000 F CFP).

La subvention sera versée en une seule fois après la réception de l'équipement subventionné.

Les pièces justificatives à produire par la commune à la délégation pour le développement des communes à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;

- un certificat administratif, daté et signé du maire ou de son représentant, ou, dans le cas d'un marché, un procès-verbal de réception, daté et signé, attestant la livraison à Huahine de l'équipement subventionné ;
- un relevé de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération, visé en original par le trésorier des îles Sous-le-Vent.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

Par arrêté n° 1604 PR du 26 juin 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Huahine pour l'acquisition d'une pelle hydraulique sur chenilles dont le coût est estimé à *dix-neuf millions quatre-vingt-douze mille francs CFP* (19.092.000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'équipement mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *dix-sept millions cent quatre-vingt-deux mille huit cents francs CFP* (17.182.800 F CFP).

La subvention sera versée en une seule fois après la réception de l'équipement subventionné.

Les pièces justificatives à produire par la commune à la délégation pour le développement des communes à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;
- un certificat administratif, daté et signé du maire ou de son représentant, ou, dans le cas d'un marché, un procès-verbal de réception, daté et signé, attestant la livraison à Huahine de l'équipement subventionné ;
- un relevé de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération, visé en original par le trésorier des îles Sous-le-Vent.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

Par arrêté n° 1605 PR du 26 juin 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Huahine pour l'acquisition d'un élévateur de manutention dont le coût est estimé à *trois millions huit cent quatre-vingt-dix mille francs CFP* (3.890.000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'équipement mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *trois millions cinq cent un mille francs CFP* (3.501.000 F CFP).

La subvention sera versée en une seule fois après la réception de l'équipement subventionné.

Les pièces justificatives à produire par la commune à la délégation pour le développement des communes à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;
- un certificat administratif, daté et signé du maire ou de son représentant, ou, dans le cas d'un marché, un procès-verbal de réception, daté et signé, attestant la livraison à Huahine de l'équipement subventionné ;
- un relevé de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération, visé en original par le trésorier des îles Sous-le-Vent.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

Par arrêté n° 1606 PR du 26 juin 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Huahine pour l'acquisition d'un camion benne à ordures ménagères de 12 mètres cubes dont le coût est estimé à *quinze millions de francs CFP* (15.000.000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'équipement mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *treize millions cinq cent mille francs CFP* (13.500.000 F CFP).

La subvention sera versée en une seule fois après la réception de l'équipement subventionné.

Les pièces justificatives à produire par la commune à la délégation pour le développement des communes à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;
- un certificat administratif, daté et signé du maire ou de son représentant, ou, dans le cas d'un marché, un procès-verbal de réception, daté et signé, attestant la livraison à Huahine de l'équipement subventionné ;
- un relevé de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération, visé en original par le trésorier des îles Sous-le-Vent.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

Par arrêté n° 1607 PR du 26 juin 2001.— Il est accordé une subvention d'investissement à la commune de Huahine pour l'acquisition de deux véhicules 4 x 4 d'intervention dont le coût est estimé à *six millions sept cent quatre-vingt-dix mille francs CFP* (6.790.000 F CFP).

Le montant de la subvention s'élèvera à 90 % du coût final de l'équipement mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *six millions cent onze mille francs CFP* (6.111.000 F CFP).

La subvention sera versée en une seule fois après la réception de l'équipement subventionné.

Les pièces justificatives à produire par la commune à la délégation pour le développement des communes à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;
- un certificat administratif, daté et signé du maire ou de son représentant, ou, dans le cas d'un marché, un procès-verbal de réception, daté et signé, attestant la livraison à Huahine de l'équipement subventionné ;

- un relevé de tous les mandats de paiement émis par la commune dans le cadre de l'opération, visé en original par le trésorier des îles Sous-le-Vent.

Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois suivant la date de publication de l'arrêté attributif de la présente subvention au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution, la présente décision sera réputée caduque.

La subvention consentie sera remboursée au territoire dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement subventionné sans autorisation du Président du gouvernement ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par la présente convention ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée (article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié).

Par arrêté n° 1625 PR du 28 juin 2001.— M. Patrick Peaucellier est promu officier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Par arrêté n° 1626 PR du 28 juin 2001.— M. Wilfred Frogier, chef et directeur adjoint des services techniques de la mairie de Pirae, est nommé chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Par arrêté n° 1627 PR du 28 juin 2001.— M. Maurice Tauru dit Petiot, retraité du service des affaires économiques, producteur de musique, est nommé chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Par arrêté n° 1628 PR du 28 juin 2001.— M. Gérard Papouin, cardiologue, est promu officier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Par arrêté n° 1629 PR du 28 juin 2001.— Mme Henriette Kamia est nommée chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Par arrêté n° 1630 PR du 28 juin 2001.— M. Roger Terorotua est nommé chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Par arrêté n° 1631 PR du 28 juin 2001.— Mme Betty Taputuarai est nommée chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Par arrêté n° 1632 PR du 28 juin 2001.— M. Karyl Maoni est nommé chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

**VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,
DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS,
DES NOUVELLES TECHNOLOGIES
ET DES POSTES**

ARRETE n° 2399 VP du 26 juin 2001 modifiant l'arrêté n° 2046 VP du 29 mai 2001 portant délégation de signature au chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles.

Le vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 638 PR du 19 mai 2001 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 639 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'emploi, de la formation professionnelle, du développement des archipels, des nouvelles technologies et des postes ;

Vu la délibération n° 99-208 APF du 18 novembre 1999 portant création du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (S.E.F.I.) ;

Vu l'arrêté n° 1781 CM du 20 décembre 1999 portant organisation et fonctionnement du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (S.E.F.I.) ;

Vu l'arrêté n° 1799 CM du 20 décembre 1999 portant nomination de M. Pierre Coissac aux fonctions de chef de service du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (S.E.F.I.) ;

Vu l'arrêté n° 2046 VP du 29 mai 2001 portant délégation de signature au chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles,

Arrête :

Article 1er.— En l'absence de M. Pierre Coissac, chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles, du 5 juillet 2001 au 20 juillet 2001, délégation de signature est donnée à Mlle Tania Tehei, rédacteur, pour ladite période.

Art. 2.— Mlle Tania Tehei est notamment habilitée à signer les pièces ci-après :

1° Correspondances, bordereaux, actes et appels à projets adressés aux chefs des services territoriaux, aux fournisseurs et usagers du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (S.E.F.I.) ;

- 2° Engagements juridiques et comptables, certifications du service fait et liquidation des dépenses, contrats et conventions imputés sur le budget de la Polynésie française dans les matières relevant de la compétence de son service ;
- 3° Actes relevant de la gestion du personnel placé sous son autorité ;
- 4° Certification du caractère exécutoire des décisions, contrats, conventions dans les matières relevant de la compétence du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles.

Art. 3.— Le chef de service du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (S.E.F.I.) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2001.
Edouard FRITCH.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

ARRÊTÉ n° 2367 MEF du 22 juin 2001 portant délégation de signature du ministre de l'économie et des finances à Mme Geneviève Pieroni épouse Rouger, chef du service des affaires économiques par intérim.

Le ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 640 PR du 19 mai 2001 relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances ;

Vu la délibération n° 88-15 AT du 11 février 1988 portant création du service des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1263 CM du 7 septembre 2000 portant nomination du chef du service des affaires économiques par intérim,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Geneviève Pieroni épouse Rouger, chef du service des affaires économiques par intérim, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'économie et des finances, dans la limite de ses attributions, l'ensemble des courriers et actes relatifs aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ainsi que les correspondances et actes relatifs :

- a) A l'élaboration de la réglementation afférente aux attributions du service ;
- b) Aux avis techniques demandés au service et aux informations de caractère économique qui lui sont nécessaires ou sollicitées par les usagers ;
- c) Aux engagements et aux liquidations des dépenses du budget de fonctionnement imputés au service ;
- d) Aux engagements et aux liquidations des dépenses du budget d'investissement imputés au service ;

- e) A la liquidation des aides et au contrôle de l'application des engagements souscrits par les bénéficiaires du code des investissements ;
- f) A l'instruction des dossiers de vérification des prix, de répression des fraudes, aux contrôles de la qualité, des poids et mesures, de la concurrence et de la consommation ;
- g) A l'instruction des homologations de prix ;
- h) Aux travaux des commissions administratives dont le secrétariat est assuré par le service ;
- i) A la gestion administrative du personnel placé sous son autorité, y compris leur notation primaire ou avertissements éventuels à leur rencontre ;
- j) Aux ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours pour les agents placés sous son autorité ;
- k) Aux attributions, engagements et liquidations des indemnités kilométriques ;
- l) A la signature des cartes professionnelles de démarchage à domicile.

Art. 2.— En cas d'absence du chef du service des affaires économiques par intérim, les délégations de signature consenties à ce dernier en application de l'arrêté susvisé sont exercées par :

- Mme Patricia Tauru, en ce qui concerne les missions attribuées à la section "Concurrence et consommation" ;
- Mme Isabelle Outin, en ce qui concerne les missions attribuées à la section "Qualité, répression des fraudes" ;
- M. Tiahani Pellissier, en ce qui concerne les missions attribuées à la section "Interventions économiques" ;
- M. Lionel Bach, en ce qui concerne les missions attribuées à la section "Commerce et prix et observatoire des prix".

Art. 3.— L'arrêté n° 2049 MEF du 29 mai 2001 est abrogé.

Art. 4.— Le chef du service des affaires économiques par intérim est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2001.

Pour le ministre absent

et par délégation :

Le vice-président,

ministre de l'emploi,

de la formation professionnelle,

du développement des archipels,

des nouvelles technologies et des postes,

Edouard FRITCH.

Par arrêté n° 8371 MFR du 12 novembre 1998.— Il est accepté par le territoire de la Polynésie française la donation par la S.C.I. Jolie Vue d'une parcelle de terrain du lot n° 12 du lotissement Mata Miti Extension, représentant une superficie de 3.500 mètres carrés. Le lot n° 12 du lotissement Mata Miti Extension est la propriété de la S.C.I. Jolie Vue, en vertu d'un acte authentique enregistré à Papeete le 3 novembre 1997, volume 2.222, n° 17. Le lot n° 12 d'une superficie de 7.464 mètres carrés fera l'objet d'un plan de délimitation afin de préciser la parcelle de terrain d'une superficie de 3.500 mètres carrés, objet de la donation.

La parcelle, objet de la donation, est estimée à quatre millions sept cent mille francs CFP (4.700.000 F CFP) et figurera au budget du territoire en recettes, chapitre 900, sous-chapitre 900-09, article 2100.

La donation sera formalisée par un acte notarié.

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CONDITION FÉMININE**

ARRETE n° 2364 MTE du 22 juin 2001 autorisant la société "Entrepôts et magasins généraux de Tahiti" à installer et exploiter un dépôt de matériaux de construction, commune de Papeete (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Arrête :

Article 1er.— La société "Entrepôts et magasins généraux de Tahiti" est autorisée à installer et exploiter un dépôt de matériaux de construction, situé sur la commune de Papeete, sur la parcelle correspondant à l'emplacement de hangars de 581 mètres carrés, 327 mètres carrés, 550 mètres carrés et 770 mètres carrés en zone douanière à Motu Uta.

L'établissement relève de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'installation qui relève de la 2e classe, rubriques n° 44, n° 45, n° 103 et n° 135 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprend :

- un local entrepôt ;
- un accès et une zone de circulation.

Art. 3.— L'établissement est implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 4.— L'entreposage de récipients susceptibles de contenir des liquides inflammables se fait sur sol étanche faisant office de cuvette de rétention.

Moyens de secours

Art. 5.— L'installation dispose d'extincteurs appropriés, homologués en classe conforme aux risques appropriés. Ces appareils placés en des lieux aisément accessibles seront vérifiés une fois l'an.

L'installation est défendue par un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau d'incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Protection de l'environnement

Art. 6.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le

voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 7.— Les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 8.— Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Art. 9.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 10.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser les valeurs suivantes :

Zone : Zone à prédominance industrielle.

Jour : 70.

Période intermédiaire : 65.

Nuit : 60.

- émergence : 3 dB (A).

Période de jour :

- jours ouvrables de 7 heures à 20 heures ;

Périodes intermédiaires :

- jours ouvrables de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;

- dimanches et jours fériés de 6 heures à 22 heures ;

Période de nuit :

- tous les jours de 22 heures à 6 heures.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Evacuation des eaux de lavage et eaux résiduaires

Art. 11.— Les eaux de lavage et les eaux résiduaires ne sont, sous aucun prétexte, déversées sur la voie publique. Elles sont évacuées conformément au P.G.A. et aux prescrip-

tions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement.

Prescriptions administratives

Art. 12.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 13.— La présente autorisation ne dispense pas son bénéficiaire de régler les éventuels problèmes fonciers relatifs au lieu d'implantation de l'installation autorisée.

Prescriptions générales

Art. 14.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 15.— Une consigne écrite doit indiquer les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 16.— En cas d'incendie et pour les communes ou les îles disposant d'un centre des sapeurs-pompiers, ce centre devra être alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique doit être affiché bien en évidence.

Art. 17.— Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 18.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspection des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignant toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 19.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 20.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 22 juin 2001.
Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 2365 MTE du 22 juin 2001 autorisant l'entreprise Ernest Pugibet à installer et exploiter une unité de concassage, vallée de la Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra (établissement de la 1^{re} classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Arrête :

Article 1er.— L'entreprise Ernest Pugibet est autorisée à exploiter une unité de concassage, située sur une parcelle de la terre Teparā 1, cadastrée section AW, parcelle n° 2 B, vallée de la Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra.

Art. 2.— L'établissement, dont les équipements relèvent de la 1^{re} classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprend :

- une unité de concassage, rubrique 55, composée de plusieurs éléments (primaire, giratoire et criblage, tapis convoyeurs) ;
- un groupe électrogène, rubrique 118 ;
- une cuve aérienne de gasoil, rubrique 130.

Art. 3.— L'installation est située, installée et exploitée conformément aux plans joints au dossier de demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Toute transformation ou modification de l'installation ou de son mode d'exploitation doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration auprès de l'inspection des installations classées à la délégation à l'environnement.

Dispositions applicables à la station de concassage

Art. 4.— Prévention contre les émissions de poussières

Les dispositifs de limitation des émissions de poussières résultant du fonctionnement de l'installation et qui se traduisent par la mise en place d'un capotage en tôle galvanisée sur le concasseur, le convoyeur et le crible, doivent être efficaces.

Dans le cas contraire, la pulvérisation d'eau fine sur ces équipements doit être envisagée.

Le stockage au sol des produits finis, en cours d'élaboration et des stériles, doit être stabilisé de manière à éviter les émissions de poussières.

Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation doivent être réalisées et entretenues de façon à prévenir les émissions et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique. A défaut, un poste de lavage doit être utilisé.

Art. 5.— Prescriptions sur les rejets d'eaux de lavage

Les eaux de procédé sont récupérées et dirigées vers deux décanteurs en ligne, avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

Afin d'assurer le maintien de la qualité du rejet, une attention particulière est apportée à l'entretien et au curage des bassins de décantation. Les bassins de décantation doivent être disposés de telle façon à éviter tout accident.

Art. 6.— Aspect paysager

Tout dispositif doit être mis en œuvre pour limiter l'impact paysager de l'unité de concassage.

La séparation du site d'activité par rapport à la route d'accès en fond de vallée doit être bien délimitée par des moyens appropriés (merlon, haies vives...).

Dispositions applicables au groupe électrogène

Art. 7.— Le groupe électrogène est disposé dans un local (à défaut un conteneur), afin d'atténuer les nuisances sonores.

Art. 8.— Un dispositif doit permettre de recueillir les égouttures éventuelles d'hydrocarbures issues du groupe afin d'éviter leur écoulement dans le sol.

Art. 9.— L'échappement du moteur thermique doit se faire soit en fosse, soit par l'intermédiaire de silencieux.

Art. 10.— Les installations électriques

Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100 et font l'objet d'une attestation délivrée par l'entrepreneur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement contrôlées par un technicien ou installateur compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un dispositif permet en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique. Il est facilement accessible en partant de la voie publique.

Dispositions applicables au dépôt d'hydrocarbures

Art. 11.— Le réservoir fixe est incombustible, étanche et doit présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels. Le certificat d'épreuve hydraulique d'étanchéité délivré par le constructeur doit être tenu à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Il est disposé sur une cuvette de rétention étanche dont la capacité est égale à la capacité du réservoir.

Art. 12.— Le réservoir doit avoir un dispositif (vanne police) d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation et manœuvrable manuellement.

Art. 13.— Il est interdit de provoquer ou d'apporter à proximité du réservoir, du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

Art. 14.— Cette interdiction doit être affichée de façon permanente aux abords du réservoir.

Protection incendie

Art. 15.— Les moyens de secours contre l'incendie sont assurés par :

- un extincteur NF-MIH de 9 kilogrammes à poudre BC pour le réservoir ;
- un extincteur NF-MIH à poudre polyvalente de 6 kilogrammes pour le groupe électrogène ;
- du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec et des pelles pour répandre ce sable sur les fuites ou égouttures éventuelles ;
- une autopompe pour l'utilisation de l'eau de rivière.

Le personnel doit être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

*Protection de l'environnement**Air*

Art. 16.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Eau

Art. 17.— D'une manière générale, le fonctionnement des installations n'est pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Déchets

Art. 18.— Les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 19.— La quantité et la nature des déchets évacués sont mentionnées dans un registre.

Art. 20.— L'élimination des déchets s'effectue vers un centre d'enfouissement technique autorisé.

Bruit

Art. 21.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

Art. 22.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone résidentielle urbaine ou suburbaine avec quelques ateliers et centres d'affaires.

Jour : 60.

Période intermédiaire : 55.

Nuit : 50.

- émergence : 3 dB (A).

Période de jour :

- jours ouvrables de 7 heures à 20 heures ;

Périodes intermédiaires :

- jours ouvrables de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;

- dimanches et jours fériés de 6 heures à 22 heures ;

Période de nuit :

- tous les jours de 22 heures à 6 heures.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions administratives

Art. 23.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification, sauf cas de force majeure.

Dès la fin des travaux d'aménagement du site et avant toute utilisation des installations, l'exploitant sollicite une visite de l'inspecteur des installations classées qui s'assure du respect des dispositions prévues dans le présent arrêté. Si les installations sont conformes, un procès-verbal de conformité est établi et l'installation peut être exploitée. Dans le cas contraire, l'installation n'est pas exploitable tant que les dispositions du présent arrêté ne sont pas respectées.

Art. 24.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 25.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 26.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2001.
Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 2442 MTE du 27 juin 2001 abrogeant l'arrêté n° 2885 MEN du 7 mai 1998 et autorisant la S.A. "Société des nouveaux hôtels" à exploiter les équipements de l'hôtel "Le Méridien Bora Bora", commune de Bora Bora (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

.....
Arrête :

Article 1er.— La S.A. "Société des nouveaux hôtels" est autorisée à exploiter les équipements de l'hôtel "Le Méridien Bora Bora", situé sur la parcelle n° 36700-09 de la terre Paatutae sise à Anau, commune de Bora Bora.

Art. 2.— Le présent arrêté abroge l'arrêté d'autorisation n° 2885 MEN du 7 mai 1998.

Equipements et caractéristiques

Art. 3.— L'établissement qui relève de la 1re classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubriques 112, 118, 130, 132 et 189, comprend les équipements suivants :

- un dépôt de gaz liquéfié constitué de 5 conteneurs mobiles d'une capacité unitaire de 600 kilogrammes ;
- un dépôt de liquides inflammables composé de :
 - 3 réservoirs mobiles d'une capacité unitaire de 1.000 litres de super carburant ;
 - 3 réservoirs mobiles d'une capacité unitaire de 1.000 litres de gasoil ;

- une installation de distribution de liquides inflammables constituée de 2 volucompteurs dont le débit maximum est inférieur à 20 mètres cubes/heure ;
- 2 équipements frigorifiques de 150 et 22 kilowatts ;
- un groupe électrogène de 300 kilovolts-ampères alimenté par une cuve enterrée de gasoil à double paroi d'une capacité de 3.000 litres.

Prescriptions relatives au dépôt de liquides inflammables

Art. 4.— Les réservoirs sont construits en acier soudable, suivant les règles de l'art et conformes à la norme NF M 88-512, et sont fermés. Ils sont incombustibles, étanches, et présentent une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Toutes les précautions sont prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 5.— Les réservoirs subissent avant leur mise en service, sous la responsabilité du constructeur, une épreuve hydraulique à une pression de 3 bars.

Toute la paroi extérieure du réservoir est mise à nu pour l'épreuve et la pression de 3 bars et est maintenue constante au moins pendant tout le temps nécessaire à l'examen complet de cette paroi. Le réservoir est réputé avoir subi l'épreuve avec succès s'il a supporté cette pression de 3 bars sans fuite ni déformation permanente.

En outre, l'étanchéité des réservoirs ainsi que celle des raccords, joints, tampons et canalisations est vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur et par un organisme agréé, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

L'épreuve hydraulique est renouvelée dans les conditions précisées précédemment :

- après toute réparation intéressant les réservoirs ;
- après une période d'arrêt continu de l'utilisation des réservoirs dépassant deux (2) ans.

Un réservoir est réputé avoir subi le renouvellement de l'épreuve avec succès si la pression initialement portée à 1 bar ne varie pas de plus de 50 millibars en une demi-heure toutes choses égales par ailleurs.

Un procès-verbal de ces contrôles est adressé à l'inspection des installations classées.

Art. 6.— Le matériel d'équipement des réservoirs est conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre les réservoirs et les robinets ou clapets d'arrêt isolant les réservoirs des appareils d'utilisation.

Art. 7.— L'orifice de chacune des canalisations de remplissage est fermé par un obturateur étanche.

Art. 8.— Les canalisations de soutirage des réservoirs sont placées dans des gaines enterrées dans des tranchées ou caniveaux remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 9.— Les réservoirs sont reliés au sol par une prise de terre efficace de large surface présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt sont reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 10.— Les installations (tuyaux, pompes, vannes...) sont entretenues en bon état et sont périodiquement contrôlées par un professionnel.

Les rapports de contrôle sont envoyés à l'inspection des installations classées.

Art. 11.— Le dépôt doit disposer des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- 3 extincteurs portatifs de 9 kg à poudre polyvalente ABC ;
- 3 robinets incendie armés NF S 62210 MIH/CNMIS et NF EN 6711/DN 40 avec 30 mètres de longueur.
- un bac à sable de 100 litres, maintenu à l'état meuble et sec, avec des pelles pour répandre sur les fuites ou égouttures éventuelles.

Prescriptions relatives au dépôt de gaz liquéfié

Art. 12.— Les conteneurs de gaz liquéfiés doivent être stockés sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence et affecté uniquement à cet usage.

Art. 13.— Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que le conteneur soit à une distance d'au moins 5 mètres en projection horizontale :

- des limites des propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique ;
- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables ;
- de tout appareillage électrique non conforme ;
- de tout moteur à combustion interne.

Cette distance est portée à 6 mètres vis-à-vis de tout dépôt ou appareil distributeur de matières inflammables, combustibles ou comburantes.

Art. 14.— Ces distances peuvent être réduites à 1 mètre si entre les emplacements et le stockage est interposé un mur incombustible, stable au feu de degré deux heures, dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage, sans être inférieure à 2 mètres.

Art. 15.— Le sol du stockage doit être horizontal, réalisé en matériaux incombustibles ou en revêtement bitumineux du type routier, et à un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant.

Art. 16.— Le stockage doit être isolé par une clôture grillagée placée à 0,6 mètre au moins des réservoirs et d'au moins 2 mètres de hauteur, comportant une porte en matériaux incombustibles s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clef en dehors des nécessités du service.

Si la circulation de véhicules est possible aux abords du dépôt, la zone de protection doit être matérialisée au sol (peinture, piquets, haies...)

Art. 17.— Si l'emplacement du stockage est compris dans le périmètre d'un établissement entièrement clôturé, la clôture prévue dans l'article précédent peut être supprimée, mais l'emplacement réservé au dépôt doit être délimité.

Art. 18.— Les conteneurs ne doivent pas être placés dans des conditions où ils risqueraient d'être portés à une température dépassant 50 °C.

Art. 19.— Le dépôt doit être tenu en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et, en général tout déchet combustible.

Art. 20.— Toutes dispositions doivent être prises pour que les manipulations puissent s'effectuer sans qu'il en résulte de dommages aux conteneurs.

Art. 21.— Le dépôt de gaz doit disposer des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- au moins 3 extincteurs à poudre ABC/BC de 9kg homologués NF MIH 55 B ;
- au moins 1 robinet incendie armé NF S 62210 MIH/CNMIS et NF EN 6711/DN 40 avec 30 mètres de longueur.

Dispositions applicables aux installations de réfrigération

Art. 22.— Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés sont disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

Art. 23.— La ventilation est assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 24.— Les locaux sont munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

L'établissement est muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit facile d'accès. Le personnel sera entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.

Art. 25.— Si les locaux sont en sous-sol, un conduit d'au moins 16 décimètres carrés de section doit les desservir.

Le conduit doit déboucher au niveau du sol pour permettre la mise en œuvre, en cas de fuite, des groupes électroventilateurs des sapeurs-pompiers. Ce conduit peut être constitué par les gaines de ventilation normales des locaux, à condition qu'elles soient de section suffisante et qu'elles puissent être raccordées au niveau du sol au matériel des sapeurs-pompiers.

Art. 26.— Lorsque l'appareil de réfrigération est installé dans le sous-sol d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, s'il doit subir un arrêt de fonctionnement d'une durée supérieure à six mois, il doit être vidangé au préalable.

Art. 27.— Dans le cas où l'agent de réfrigération est un liquide combustible, l'établissement doit être pourvu des moyens de secours contre l'incendie appropriés.

Art. 28.— Les portes des chambres froides doivent être équipées d'un système permettant l'ouverture facile depuis l'intérieur.

Art. 29.— Toute chambre froide d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes doit être munie d'un dispositif d'avertissement sonore, simple et robuste permettant à toute personne qui se trouverait accidentellement à l'intérieur de cette chambre de donner l'alarme à l'extérieur.

Art. 30.— Toute installation de chambre froide ou climatisée d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes doit comporter à l'extérieur et au voisinage de chaque porte un voyant lumineux s'éclairant lorsque la chambre est elle-même éclairée pour permettre au personnel d'y travailler.

Art. 31.— Il est installé à proximité des moteurs de chaque chambre froide un extincteur à poudre polyvalente de 9 kilogrammes homologué NF- MIH.

Dispositions applicables au groupe électrogène

Art. 32.— Le local abritant le groupe électrogène doit avoir les caractéristiques de degré de résistance au feu suivantes :

- plancher haut (si surmonté d'étages) et parois coupe-feu de degré (2) deux heures ;
- couverture incombustible (si le local n'est pas surmonté d'étages).

Si le local se trouve dans un établissement recevant du public, la porte doit être coupe-feu de degré (1) une heure, munie de ferme-porte.

Si le local est isolé des tiers, la porte doit être pare-flammes de degré (1/2) une demi-heure.

Art. 33.— Le local est muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre, en cas d'accident, l'évacuation du personnel.

L'entrée est interdite à toute personne étrangère au service.

Art. 34.— La ventilation est assurée (si nécessaire par un dispositif mécanique) de façon à éviter à l'intérieur du local toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 35.— Des "pièges à sons" doivent être ajoutés aux ouvertures de ventilation.

Art. 36.— L'isolation phonique interne doit intéresser les portes métalliques et la toiture.

Art. 37.— La structure des conduits d'évacuation des gaz de combustion doit être en matériaux incombustibles.

Les conduits doivent être placés dans des gaines ayant un degré coupe-feu de traversée de 120 millimètres, lorsqu'ils traversent des locaux habités ou occupés par des tiers. Leurs matériaux sont suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur. On veillera particulièrement à l'étanchéité et à la résistance des joints.

Prescriptions relatives à la cuve d'alimentation du groupe électrogène

Art. 38.— La cuve est construite suivant les règles de l'art et conforme aux normes NFM 88-512 et NFM 88-513.

Elle est incombustible, étanche, et doit présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels. Il doit être joint au dossier, un certificat d'épreuve d'étanchéité délivré par le constructeur.

Toutes les précautions doivent être prises pour protéger la cuve, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 39.— Le matériel d'équipement de la cuve doit être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre la cuve et les robinets ou clapets d'arrêt isolant la cuve des appareils d'utilisation.

Art. 40.— La cuve doit être équipée d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 41.— En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage doit être fermé par un obturateur étanche.

La cuve doit être équipée au minimum d'un tube d'évent, ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage, surmonté d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, à 4 mètres au moins au-dessus du niveau de stationnement du véhicule livreur et à 3 mètres en projection horizontale de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux.

Art. 42.— Il doit exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé à l'extérieur des locaux et manœuvrable manuellement.

Le mode d'utilisation de ce dispositif doit être visiblement indiqué à proximité.

Les canalisations de remplissage ou de soutirage de la cuve, même enterrées dans le sol, sont placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 43.— La cuve doit être reliée au sol par une prise de terre efficace de large surface.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt sont reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 44.— Les parois de la cuve enfouie doivent être flanquées d'une couche de terre bien pilonnée d'une épaisseur minimale de 0,50 mètre à la partie supérieure du corps de la cuve et de 1 mètre au niveau du plan diamétral horizontal.

Art. 45.— Tout passage de véhicules ou tout stockage de matériaux divers au-dessus du dépôt sont interdits à moins

que la cuve ne soit protégée par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.

Art. 46.— Epreuve et vérification de l'étanchéité.

La cuve doit subir avant la mise en service, sous la responsabilité du constructeur, une épreuve hydraulique à une pression de 3 bars.

Toute la paroi extérieure de la cuve doit être mise à nu pour l'épreuve et la pression de 3 bars doit être maintenue constante au moins pendant tout le temps nécessaire à l'examen complet de cette paroi. La cuve est réputée avoir subi l'épreuve avec succès si elle a supporté cette pression de 3 bars sans fuite ni déformation permanente.

En outre, l'étanchéité de la cuve ainsi que celle des raccords, joints, tampons et canalisations doit être vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur et par un organisme agréé, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

L'épreuve hydraulique doit être renouvelée dans les conditions précisées à l'article précédent :

- après toute réparation intéressant la cuve ;
- après une période d'arrêt continu de l'utilisation de la cuve dépassant deux (2) ans.

Une cuve est réputée avoir subi le renouvellement de l'épreuve avec succès si la pression initialement portée à 1 bar ne varie pas de plus de 50 millibars en une demi-heure toutes choses égales par ailleurs.

Un procès-verbal de ces contrôles est adressé à l'inspection des installations classées.

Art. 47.— La cuve doit disposer des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- au moins 2 extincteurs portatifs de 6 kg à poudre polyvalente ABC.

Prescriptions relatives aux installations électriques

Art. 48.— Les installations électriques doivent répondre à la norme NF C 15-100 et faire l'objet d'une attestation délivrée à l'exploitant par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 49.— Les installations électriques sont entretenues en bon état, elles sont périodiquement contrôlées par un professionnel agréé. Les rapports de contrôle sont envoyés à l'inspection des installations classées.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

Prévention contre les pollutions et nuisances

Art. 50.— Les aires de distribution et de remplissage des liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés sont, avant leur rejet dans le milieu naturel, traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures, dimensionné et entretenu de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de la surface considérée, sans entraînement de liquides inflammables et obtenir un rejet présentant un pH compris entre 6 et 9 et les valeurs maximales de concentration suivantes :

- hydrocarbures : 20 mg.l⁻¹ ;
- DCO : 120 mg.l⁻¹ ;
- DBO₅ : 40 mg.l⁻¹ ;
- MES : 30 mg.l⁻¹.

Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif de fermeture efficace, permettant en cas de dysfonctionnement, d'empêcher tout rejet dans le milieu naturel.

Art. 51.— Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les niveaux des réservoirs fixes doivent pouvoir être visualisés par des jauges de niveau ou dispositifs équivalents et pour les stockages enterrés par des limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Art. 52.— Un réseau de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides non souillés tels que les eaux de pluie provenant des toitures ou les eaux de ruissellement issues de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de dépôtage-chargement.

Moyens de secours et de sécurité sur le pôle technique

Art. 53.— La disposition des lieux doit permettre l'évacuation rapide des réservoirs de liquides inflammables et des conteneurs de gaz liquéfiés en cas d'incendie à proximité.

Art. 54.— La protection contre l'incendie du site est assurée par au moins :

- 1 système de motopompes flottantes autonomes capables de puiser l'eau de mer ;
- des tuyaux, une lance à débit variable, une lance à mousse et un stock d'émulseur ;
- 1 extincteur sur roue de 50 kilogrammes à poudre polyvalente ABC homologué MIH.

La protection contre l'incendie du point de pompage sur le quai est assuré par au moins 2 extincteurs à poudre polyvalente ABC de 9 kilogrammes homologués MIH.

Le matériel d'extinction est vérifié deux fois l'an et la date de contrôle est enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Art. 55.— Le personnel doit disposer des équipements individuels qui sont les suivants :

- 3 habits anti-feu réfléchissant ;
- 3 casques avec visière ou lunettes anti-feu ;
- 3 bottillons et gants anti-feu.

Art. 56.— Les consignes de sécurité précisant la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident et les numéros de téléphone des services d'urgence sont indiqués.

Art. 57.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 58.— Il est interdit de fumer, d'allumer, d'introduire une flamme ou d'effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles sur les aires de déchargement et de stockage.

Art. 59.— Des panneaux rappelant l'interdiction de fumer sont apposés aux entrées du site.

Prescriptions relatives au bruit

Art. 60.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 50 dB (A) pour la période de jour et 40 dB (A) pour la période de nuit, sauf bruit résiduel dépassant cette limite.

Protection de l'environnement

Art. 61.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Prescriptions administratives

Art. 62.— La présente autorisation ne vaut pas permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public. Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 63.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 64.— L'exploitant doit se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

Prescriptions générales

Art. 65.— L'établissement est implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 66.— L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou des sols.

Dès la conception des installations, l'exploitant doit privilégier les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres. Les installations doivent utiliser les meilleures technologies disponibles.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 67.— Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

Art. 68.— Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations.

En l'absence de personnel d'exploitation, les installations sont rendues inaccessibles aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef, etc.).

Art. 69.— L'exploitant prend les dispositions pour satisfaire à l'esthétique du site.

L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.). Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie doivent faire l'objet d'un soin particulier.

Art. 70.— L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.

Art. 71.— Un gardiennage est assuré en permanence ou un système de transmission d'alarme à distance est mis en place de manière qu'un responsable techniquement compétent puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en toute circonstance.

Art. 72.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne peut être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer. La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations est exigée.

Art. 73.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 74.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 27 juin 2001.

Nicole BOUTEAU.

ARRETE n° 2443 MTE du 27 juin 2001 autorisant la S.C.I. Fakarava Dream à installer et exploiter les équipements techniques de l'hôtel Maitai Dream Fakarava, commune de Fakarava (établissement de la 1re classe, des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Arrête :

Article 1er.— La S.C.I. Fakarava Dream est autorisée à installer et exploiter les équipements techniques de l'hôtel Maitai Dream Fakarava, situé sur la terre Tenekega, section CC, parcelle 7, commune de Fakarava.

Équipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 1re classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubriques 57, 112, 118, 130 et 167 comprend les équipements suivants :

- un dépôt aérien de liquides inflammables composé d'un réservoir de 20.000 litres de gasoil et d'un réservoir de 1.000 litres d'essence ;
- un dépôt de gaz constitué de 2 conteneurs mobiles d'une capacité unitaire de 300 kilogrammes destiné aux cuisines ;
- deux groupes électrogènes d'une puissance unitaire de 160 kilovolts-ampères ;

- un incinérateur de déchets ménagers MULLER CP30 d'une capacité de traitement de 30 à 40 kilogrammes/heure alimenté par 4 conteneurs mobiles de gaz liquéfié d'une capacité unitaire de 300 kilogrammes ;
- une buanderie dont la capacité de lavage est de 300 kilogrammes/jour.

Prescriptions relatives à la buanderie

Art. 3.— La S.C.I. Fakarava Dream est tenue de respecter les prescriptions de l'arrêté type n° 57, fixé par arrêté n° 903 CM du 7 août 1992 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française n° 34 du 20 août 1992.

Prescriptions relatives au réservoir de gasoil

Art. 4.— Le réservoir est construit en acier soudable, suivant les règles de l'art et conformes à la norme NF M 88-512. Il est incombustible, étanche, et présente une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Toutes les précautions doivent être prises pour protéger le réservoir, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 5.— Le réservoir est équipé d'une cuvette de rétention d'une surface suffisante afin d'éviter tout risque de déversement accidentel dans l'environnement.

Art. 6.— Le réservoir subit avant sa mise en service, sous la responsabilité du constructeur, une épreuve hydraulique à une pression de 3 bars.

Toute la paroi extérieure du réservoir est mise à nu pour l'épreuve et la pression de 3 bars est maintenue constante au moins pendant tout le temps nécessaire à l'examen complet de cette paroi. Le réservoir est réputé avoir subi l'épreuve avec succès s'il a supporté cette pression de 3 bars sans fuite ni déformation permanente.

En outre, l'étanchéité du réservoir ainsi que celle des raccords, joints, tampons et canalisations est vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur et par un organisme agréé, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

L'épreuve hydraulique est renouvelée dans les conditions précisées précédemment :

- après toute réparation intéressant les réservoirs ;
- après une période d'arrêt continu de l'utilisation des réservoirs dépassant deux (2) ans.

Un réservoir est réputé avoir subi le renouvellement de l'épreuve avec succès si la pression initialement portée à 1 bar ne varie pas de plus de 50 millibars en une demi-heure toutes choses égales par ailleurs.

Un procès-verbal de ces contrôles est adressé à l'inspection des installations classées.

Art. 7.— Le matériel d'équipement du réservoir, est conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant le réservoir des appareils d'utilisation.

Art. 8.— L'orifice de chacune des canalisations de remplissage est fermé par un obturateur étanche.

Art. 9.— Les canalisations de soutirage du réservoir sont placées dans des gaines enterrées dans des tranchées ou caniveaux remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 10.— Le réservoir est relié au sol par une prise de terre efficace de large surface présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt sont reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 11.— Les installations (tuyaux, pompes, vannes...) sont entretenues en bon état et sont périodiquement contrôlées par un professionnel.

Les rapports de contrôle sont envoyés à l'inspection des installations classées.

Art. 12.— Le dépôt de gasoil doit disposer des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- 1 extincteur portatif à poudre BC de 9 kilogrammes homologués NF MIH 55B ;
- 1 extincteur sur roues à poudre BC de 50 kilogrammes homologué NF MIH 55B.

Afin d'éviter toute propagation d'incendie au voisinage du stockage, une zone s'étendant sur un rayon de 8 mètres autour de l'installation est désherbée et entretenue régulièrement.

Prescriptions se rapportant au stockage de gaz liquéfié

Art. 13.— Les conteneurs de gaz liquéfiés doivent être stockés sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence et affecté uniquement à cet usage.

Art. 14.— Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que le conteneur soit à une distance d'au moins 5 mètres en projection horizontale :

- des limites des propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique ;
- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables ;
- de tout appareillage électrique non conforme ;
- de tout moteur à combustion interne.

Cette distance est portée à 6 mètres vis-à-vis de tout dépôt ou appareil distributeur de matières inflammables, combustibles ou comburantes.

Art. 15.— Ces distances peuvent être réduites à 1 mètre si entre les emplacements et le stockage est interposé un mur incombustible, stable au feu de degré deux heures, dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage, sans être inférieure à 2 mètres.

Art. 16.— Le sol du stockage doit être horizontal, réalisé en matériaux incombustibles ou en revêtement bitumineux du type routier, et à un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant.

Art. 17.— Le stockage doit être isolé par une clôture grillagée placée à 0,6 mètre au moins des réservoirs et d'au moins 2 mètres de hauteur, comportant une porte en matériaux incombustibles s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clef en dehors des nécessités du service.

Si la circulation de véhicules est possible aux abords du dépôt, la zone de protection doit être matérialisée au sol (peinture, piquets, haies...)

Art. 18.— Si l'emplacement du stockage est compris dans le périmètre d'un établissement entièrement clôturé, la clôture prévue dans l'article précédent peut être supprimée, mais l'emplacement réservé au dépôt doit être délimité.

Art. 19.— Les conteneurs ne doivent pas être placés dans des conditions où ils risqueraient d'être portés à une température dépassant 50 °C.

Art. 20.— Le dépôt doit être tenu en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et, en général tout déchet combustible.

Art. 21.— Toutes dispositions doivent être prises pour que les manipulations puissent s'effectuer sans qu'il en résulte de dommages aux conteneurs.

Art. 22.— Le dépôt de gaz doit disposer des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- 2 extincteurs portatifs à poudre ABC de 9 kilogrammes homologués NF MIH 55B ;
- 1 extincteur sur roues à poudre de 25 kilogrammes homologué NF MIH 55 B.

Prescriptions relatives aux groupes électrogènes

Art. 23.— Un espace suffisant d'au moins 0,50 mètre doit exister autour des groupes et les parois du local pour permettre une exploitation normale.

Art. 24.— Les conduits d'évacuation des gaz de combustion doivent être réalisés en matériaux incombustibles, être étanches et présenter un degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment. Leurs matériaux sont suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur. Une attention particulière est apportée à l'étanchéité et à la résistance des joints.

Art. 25.— Un dispositif doit permettre de recueillir les égouttures éventuelles d'hydrocarbures issues des groupes afin d'éviter leur accumulation éventuelle dans le caniveau technique.

Art. 26.— Le bâtiment est muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur.

Art. 27.— La ventilation est assurée par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive :

- admission par le bas, côté groupes ;
- extraction par le haut, côté aire de travail.

Les trouées de ventilation doivent être munies de pièges à sons.

Art. 28.— L'échappement des moteurs thermiques doit se faire soit en fosse, soit par l'intermédiaire de silencieux d'une efficacité équivalente.

Art. 29.— Il est interdit de fumer dans le local, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles.

Art. 30.— Le local doit disposer des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- 2 extincteurs à poudre polyvalente ABC homologués NF MIH de 9 kilogrammes ;
- 1 extincteur CO₂ homologué NF MIH de 2 kilogrammes.

Prescriptions relatives à l'incinérateur

Art. 31.— L'incinérateur est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage.

Art. 32.— Le volume de gaz émis est exprimé dans les conditions normales de température et de pression (0 °C, 1 bar, l'eau étant supposée rester sous forme de vapeur) et rapporté à 7 % de CO₂ en volume sur gaz humide.

Art. 33.— Les conditions d'incinération en termes de températures, de temps de combustion et de taux d'oxygène doivent être conçues de manière à garantir l'incinération des déchets et l'oxydation des gaz de combustion.

Les gaz de combustion doivent, à ce titre, être portés pendant au moins deux secondes à une température au moins égale à 750 °C dans la chambre de combustion ou, éventuellement, dans une chambre de postcombustion. Ils doivent contenir au moins 7 % d'oxygène pendant la période où ils sont portés à cette température. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service.

Les gaz de combustion ou de postcombustion doivent contenir en marche normale moins de 0,1 % de CO (exprimé à 7 % de CO₂) et plus de 7 % d'oxygène.

Art. 34.— La vitesse verticale d'émission des gaz de combustion doit être supérieure à 8 mètres/seconde.

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de :

- 600 mg/Nm³ de poussières ;
- 30 ppm d'hydrocarbures gazeux (norme X 43301 en équivalent méthane).

Art. 35.— Les périodes ininterrompues de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles la teneur en poussière dépasse la valeur fixée à l'article précédent devront être d'une durée inférieure à 16 heures et leur durée cumulée sur une année devra être inférieure à 200 heures.

Art. 36.— Les teneurs maximales en imbrûlés dans les mâchefers, mesurées sur les produits secs, ne doivent pas dépasser 6 %.

Art. 37.— Un contrôle permanent de la température minimale exigée à l'article 33 est effectué.

Une mesure des émissions de poussières et une vérification des conditions de marche de la combustion et des taux d'hydrocarbures gazeux doivent être réalisées au moins une fois par an.

Une campagne de mesure complète à la mise en service doit être effectuée.

Art. 38.— Une mesure de la capacité doit être effectuée lors de la mise en service de l'installation.

En cas de fonctionnement discontinu, la durée de combustion est appréciée sur la base du palier d'émission en CO à une teneur inférieure à 0,1 % (exprimée à 7 % de CO₂).

Art. 39.— Les résidus solides de l'incinération et d'épuration des fumées sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 40.— Par ailleurs, il est interdit de procéder à l'incinération :

- des bombes aérosols ;
- des produits chimiques, explosifs ou à haut pouvoir oxydant ;
- des déchets mercuriels, de piles ou batteries.

Art. 41.— Avant tout enfournement, il convient de s'assurer du caractère optimal de la combustion. L'installation doit être équipée d'appareils de mesure de la température en continu.

Un système automatique ne doit autoriser l'enfournement que si la température de l'ensemble des gaz de combustion, contrôlée en continu, est supérieure à 850 °C ; de même, un système automatique ne doit pas autoriser l'enfournement en cas de dysfonctionnement du brûleur d'appoint ou du traitement des fumées.

Dans le cas où les conditions de référence choisies reposent sur les pourcentages en CO₂ un analyseur en continu du CO₂ doit également être installé.

Art. 42.— L'exploitant définit sous sa propre responsabilité des consignes d'exploitation et de sécurité relatives aux dispositions à adopter pour la conduite de l'incinération de ces déchets, en cas d'incidents, accidents et arrêts du four.

Art. 43.— La température de la paroi externe du four doit être inférieure à 65 °C pendant l'incinération. La chaîne d'incinération doit être équipée :

- d'un arrêt d'urgence de type "coup de poing" ;
- d'un sas de chargement des déchets isolé du foyer de combustion par un système à guillotine pour éviter les retours de flamme ;
- deux extincteurs à poudre de 9 kilogrammes ;
- un RIA DN 50 à proximité du four.

Prescriptions relatives aux installations électriques

Art. 44.— Les installations électriques doivent répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée à l'exploitant par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 45.— Les installations électriques sont entretenues en bon état, elles sont périodiquement contrôlées par un

professionnel agréé. Les rapports de contrôle sont envoyés à l'inspection des installations classées.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

Moyens de secours et de sécurité sur le site

Art. 46.— La disposition des lieux doit permettre l'évacuation rapide des fûts d'essence et des conteneurs de gaz liquéfiés en cas d'incendie à proximité.

Art. 47.— La protection contre l'incendie du site est assurée par au moins :

- 1 poste à eau alimenté par une motopompe d'une puissance minimum de 8 cv capable de puiser l'eau de mer ;
- des tuyaux, une lance à débit variable, une lance à mousse et un stock d'émulseur.

Le matériel d'extinction est vérifié une fois l'an et la date de contrôle est enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Art. 48.— Le personnel doit disposer des équipements individuels qui sont les suivants :

- 3 habits anti-feu réfléchissant ;
- 3 casques avec visière ou lunettes anti-feu ;
- 3 bottillons et gants anti-feu ;
- une couverture anti-feu.

Art. 49.— Les locaux à risques devront être dotés d'un dispositif de détection automatique d'incendie et les consignes de sécurité précisant la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident et les numéros de téléphone des services d'urgence, doivent être indiqués.

Art. 50.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 51.— Il est interdit de fumer, d'allumer, d'introduire une flamme ou d'effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles dans la zone du pôle technique en particulier sur les aires de déchargement et de stockage.

Art. 52.— Des panneaux rappelant l'interdiction de fumer sont apposés aux entrées du site.

Prévention contre les pollutions et nuisances

Art. 53.— Les aires de distribution et de remplissage des liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés sont, avant leur rejet dans le milieu naturel, traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures, dimensionné et entretenu de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre

carré de la surface considérée, sans entraînement de liquides inflammables et obtenir un rejet présentant un pH compris entre 6 et 9 et les valeurs maximales de concentration suivantes :

- hydrocarbures : 20 mg.l⁻¹ ;
- DCO : 120 mg.l⁻¹ ;
- DBO₅ : 40 mg.l⁻¹ ;
- MES : 30 mg.l⁻¹.

Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif de fermeture efficace, permettant en cas de dysfonctionnement, d'empêcher tout rejet dans le milieu naturel.

Art. 54.— Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les niveaux des réservoirs fixes doivent pouvoir être visualisés par des jauges de niveau ou dispositifs équivalents et pour les stockages enterrés par des limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Art. 55.— Un réseau de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides non souillés tels que les eaux de pluie provenant des toitures ou les eaux de ruissellement issues de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de dépotage-chargement.

Bruits et vibrations

Art. 56.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc.,

est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 50 dB(A) pour la période de jour et 40 dB (A) pour la période de nuit, sauf bruit résiduel dépassant cette limite.

Protection de l'environnement

Art. 57.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Prescriptions administratives

Art. 58.— La présente autorisation ne vaut pas permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 59.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 60.— L'exploitant doit se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

Prescriptions générales

Art. 61.— L'établissement est implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés.

Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 62.— L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou des sols.

Dès la conception des installations, l'exploitant doit privilégier les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres. Les installations doivent utiliser les meilleures technologies disponibles.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 63.— Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

Art. 64.— Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations.

En l'absence de personnel d'exploitation, les installations sont rendues inaccessibles aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef, etc.).

Art. 65.— L'exploitant prend les dispositions pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).

Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie doivent faire l'objet d'un soin particulier.

Art. 66.— Un gardiennage est assuré en permanence ou un système de transmission d'alarme à distance est mis en place de manière qu'un responsable techniquement compétent puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en toute circonstance.

Art. 67.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne peut être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer. La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations est exigée.

Art. 68.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 69.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 27 juin 2001.
Nicole BOUTEAU.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DE LA RECHERCHE**

Par arrêté n° 2423 MSR du 26 juin 2001.— M. Eric Descoubes est désigné pour assurer les fonctions de chef de la circonscription médicale des Marquises Nord par intérim, du

1er juin au 15 juillet 2001 inclus, en l'absence du Dr Odile Simonet.

M. Eric Descoubes percevra au *prorata temporis*, l'indemnité de sujétion allouée aux chefs de services et aux administrateurs des circonscriptions territoriales.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DU DIALOGUE SOCIAL,
DE LA FONCTION PUBLIQUE,
DE LA RENOVATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE**

Par arrêté n° 2377 MTD du 25 juin 2001.— Me Dominique Dubouch, notaire à Papeete, est autorisée à s'absenter du territoire du 5 juillet 2001 au 3 août 2001.

Pendant l'absence de Me Dominique Dubouch, M. Michel Guichenu est désigné pour assurer son intérim. Il cessera ses fonctions, pour lesquelles il a déjà prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

Par arrêté n° 2386 MTD/PEL du 25 juin 2001.— Sont déclarés admis par ordre de mérite, au concours externe de recrutement de 10 auxiliaires de soins de catégorie C pour exercer les fonctions d'aide-soignant(e) relevant de la fonction publique de la Polynésie française, pour la filière santé et recherche :

Sur liste principale :

- Manutahi Vaiana, Maryse, Teha ;
- Teipoarii épouse Opeta Solange ;
- Teriitahi Patricia ;
- Tognet épouse Allegret Véronique, Michèle, France ;
- Gervais Stéphane, Francis, Michel ;
- Vonbalou épouse Mahai Rosalie, Maruia ;
- Teururai Averii, Tetua ;
- Hagel Hellen, Tinomana ;
- Temariiauma Marina ;
- Devin Sophie, Caroline, Valérie.

Sur liste complémentaire :

- Peres Raoul, Arii-Moana ;
- Vaki Sylvie, Teheituria ;
- Chenut épouse Servais Jacqueline ;
- Hatuuku épouse Maruoi Sylvianne, Titiouho ;
- Sœur épouse Gotto Chantal, Manuia.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

CONVENTION de financement n° 60-01 du 13 juin 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Punaauia, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Punaauia pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un véhicule tout usage (V.T.U.)", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition d'un véhicule de type fourgonnette pour les besoins du centre de secours incendie, dont le coût total est estimé à 109.938,39 FF, soit 2.000.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

- F.I.P. (75 %)	82.453,79 FF	1.500.000 F CFP
- Commune (25 %)	27.484,60 FF	500.000 F CFP

CONVENTION de financement n° 61-01 du 13 juin 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Punaauia, représentée par son maire,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Punaauia pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de 8 appareils respiratoires individuels (A.R.I.)" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de 8 appareils respiratoires individuels (A.R.I.) entièrement équipés avec un lot de pièces de rechange, dont le coût total est estimé à 192.392,19 FF, soit 3.500.000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

- F.I.P. (100 %)	192.392,19 FF	3.500.000 F CFP
------------------	---------------	-----------------

**CONVENTION de financement n° 39-01 IDV
du 14 juin 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- L'Association des parents d'élèves du collège de Paea, représentée par son président M. Alain Garreau,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales**Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à l'Association des parents d'élèves du collège de Paea pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Etudes surveillées", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'action

L'action consiste à permettre à des élèves du collège, en majorité issus des quartiers prioritaires de Tiapa, Vaiatu et Orofero, et rencontrant des difficultés scolaires, à être autonomes dans l'exécution de leurs devoirs. Cette action vise à terme l'amélioration des résultats scolaires.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 26.110,37 FF (soit 475.000 F CFP ou 3.980,50 euros), dont 20.888,29 FF (soit 380.000 F CFP ou 3.184,40 euros) sont liés à la prise en charge des 380 heures de vacations, rémunérées à hauteur de 54,97 FF (soit 1.000 F CFP ou 8,38 euros).

Art. 3.— Plan de financement

- Ass. des parents d'élèves du collège de Paea	5.222,08 FF	95.000 F CFP	796,10 euros
- Etat (80 %)	20.888,29 FF	380.000 F CFP	3.184,40 euros

**CONVENTION de financement n° 40-01 IDV
du 15 juin 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La Coopérative scolaire de Erima primaire, représentée par sa présidente Mme Joséphine Chalons,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales**Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la Coopérative scolaire de Erima primaire pour faciliter la réalisation de l'action intitulée "Etudes surveillées", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'action

L'action consiste à offrir un soutien scolaire à des élèves de l'école, en majorité issus du quartier prioritaire de Erima social, et rencontrant des difficultés scolaires. Cette action vise à terme notamment l'amélioration des résultats scolaires et l'évolution du comportement des enfants.

Le coût global prévisionnel de l'action est estimé à 22.509,89 FF (soit 409.500 F CFP ou 3.431,61 euros), dont 17.315,30 FF (soit 315.000 F CFP ou 2.639,70 euros) sont liés à la prise en charge des 315 heures de vacations, rémunérées à hauteur de 54,97 FF (soit 1.000 F CFP ou 8,38 euros).

Art. 3.— Plan de financement

- Coop. scol. de Erima primaire	5.194,59 FF	94.500 F CFP	791,91 euros
- Etat (76,92 %)	17.315,30 FF	315.000 F CFP	2.639,70 euros

**CONVENTION de financement n° 2001-05 EQ.TG
du 5 juin 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Maraëura,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales**Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rangiroa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Rénovation de la mairie, du poste de secours et du hangar de Makatea", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation de travaux de réhabilitation (charpentes, couverture, plafonnage, récupération des eaux pluviales, menuiseries, revêtement sols et mobilier) de la mairie, du poste de secours et du hangar de Makatea, dont le coût total est estimé à 632.478,32 FF, soit 11.506.050 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Commune	330.147,74 FF	6.006.050 F CFP
- Etat (F.I.D.E.S.)	302.330,58 FF	5.500.000 F CFP

**CONVENTION de financement n° 2001-06 EQ.TG
du 7 juin 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Maraëura,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rangiroa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction d'un nouvel entrepôt à Tiputa", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation de travaux de construction d'un nouvel entrepôt (hangar technique) de 190 mètres carrés à Tiputa, chef-lieu de la commune, destiné au stockage des matériels et matériaux des services techniques communaux, dont le coût total est estimé à 824.537,95 FF, soit 15.000.000 F CFP.

Art. 3. — Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Commune	412.268,97 FF	7.500.000 F CFP
- Etat (F.I.D.E.S.)	412.268,98 FF	7.500.000 F CFP

**CONVENTION de financement n° 2001-07 EQ.TG
du 7 juin 2001.**

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Tureia, représentée par son maire M. Temauri Fariki,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Tureia pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Rénovation du réseau électrique de Tureia", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation de travaux de construction d'une nouvelle centrale de production, son équipement en groupes électrogènes et armoires de câblage et remise à niveau du réseau de distribution, dont le coût total est estimé à 1.346.745,32 FF, soit 24.500.000 F CFP.

Art. 3. — Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Commune	274.845,98 FF	5.000.000 F CFP
- Territoire	852.022,55 FF	15.500.000 F CFP
- Etat (F.I.D.E.S.)	219.876,79 FF	4.000.000 F CFP

**ACTES DES AUTORITES
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

AVIS N° 1813 DAF.REC-HYP.

Il est donné avis de recherche des héritiers de MM. Charles Brown Petersen, Kataka a Papu, Mme Teriipehautua a Amaru épouse Tehaameamea a Fanaurari, décédée à Teaharoa le 12 mars 1955, M. Toimana a Amaru, décédé à Mahaena le 23 avril 1874, Mme Toimata Tapare a Amaru, née à Mahaena le 13 novembre 1877, M. Toofa a Amaru, décédé à Teavaro le 20 juin 1948, Mme Tauraatua a Amaru épouse Namiroiteruinu a Temaoae, décédée à Teavaro le 8 décembre 1918, MM. Pahero Amaru, décédé à Mahaena le 8 juin 1950, Tuahua Amaru époux de Tehahe a Mai, né à Teaharoa le 29 septembre 1889, Mmes Ariiania a Amaru épouse Tahitoarii a Temaurioraa, née à Teaharoa le 11 août 1891, Haumaru Amaru, née à Teaharoa le 18 octobre 1893, Manarii a Amaru épouse Taaroatea a Tetauri, décédée à Afareaitu le 14 décembre 1932, M. Tetuaiaro a Terevaura dit Amaru, né à Afareaitu le 30 août 1894, Mme Teahurai a Amaru épouse Amaru a Papai, née à Afareaitu le 27 décembre 1895, M. Terevaura a Tapare, décédé en France (Paris) le 14 juillet 1919, Mmes Tauhiti Amaru, décédée à Afareaitu le 24 janvier 1932, Tetuanui Amaru épouse Vanaa Tetuanui, née à Afareaitu le 25 avril 1901, Faahotu a Amaru épouse Teriimana Arapari, décédée à Afareaitu le 23 mars 1984, MM. Teriinohotua a Amaru, né à Afareaitu le 26 avril 1905, Tetarai Amaru, né à Afareaitu le 25 août 1906, Teihotu a Amaru, né à Afareaitu le 24 mai 1908, Mmes Vahinetau Amaru épouse Tuahine Maihi, décédée à Afareaitu le 27 août 1989 et Madeleine Fanaurarii Amaru épouse Terii a Nahei a Tihati, décédée à Afareaitu le 11 août 1994, lesquels sont invités à se faire connaître à la direction des affaires foncières (division de la recette-conservation des hypothèques) "(fare haamanaraa)" à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 26 juin 2001.

*Le curateur aux successions
et biens vacants,
Louis PICARD.*

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES AUSTRALES POUR LE MOIS DE MAI 2001

COMMUNE DE TUBUAI

Travaux autorisés le 15 mai 2001

N° 29-2001 MLA, Mme veuve Anihia Marie née Florès, parcelle de la terre Haatau, PVB n° 248, sise à Taahuaia, construction d'un fare MTR 54 m2 type F3.

Travaux autorisés le 21 mai 2001

N° 28-2001 MLA, Mme le conseiller maire de la commune de Tubuai, parcelle de la terre Tetaoaaho 1, PVB n° 124, sise à Matura, construction de 5 salles de classe provisoires.

COMMUNE DE RAIVAVAE

Travaux autorisés le 17 mai 2001

N° 27-2001 MLA, Mlle Tumarae Linda, parcelle de la terre Aihau, PVB n° 405, sise à Rairua, construction d'une maison d'habitation plan L.E (F6).

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ETAT DES INSCRIPTIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES POUR LE MOIS D'AVRIL 2001

Inscriptions de personnes physiques

N° 38.642-A	du 2	Amaru épouse Maraëura Monia
N° 38.643-A	du 2	Colombani Nélina
N° 38.644-A	du 2	Dervieux Patrice
N° 38.645-A	du 2	Le Bihan Vaheana
N° 38.646-A	du 2	Ly Sao Ly Tsui Min
N° 38.647-A	du 2	Tavernier André
N° 38.648-A	du 3	Afai épouse Opuhi Christophe
N° 38.649-A	du 3	Lau épouse Dubois Yvonne
N° 38.650-A	du 3	Lehartel Samila
N° 38.651-A	du 3	Lucas Damas
N° 38.652-A	du 3	Tavi Hiti
N° 38.653-A	du 3	Wong Marc
N° 38.654-A	du 4	Olto épouse le Elise
N° 38.655-A	du 4	Paiea Taina
N° 38.656-A	du 5	Berbillé Bernard
N° 38.657-A	du 5	Mapuhi Tony
N° 38.658-A	du 5	Paro Marcel
N° 38.659-A	du 5	Porcher Taiana
N° 38.660-A	du 5	Teanihi Alain
N° 38.661-A	du 5	Tiaehau épouse Atapo Moea
N° 38.662-A	du 5	Tsing Ting épouse Terou A Peu Augustine
N° 38.663-A	du 5	Wollong Geoffroy
N° 38.664-A	du 6	Bernadino Philippe
N° 38.665-A	du 6	Chapiteau Maeva
N° 38.666-A	du 6	Faatau Navaerua
N° 38.667-A	du 6	Matehau épouse Faatau Gertrude
N° 38.668-A	du 6	Mauri épouse Popovich Tehuhiari

N° 38.669-A	du 6	Miti Maniario
N° 38.670-A	du 6	Niuaiti Tearoarii
N° 38.671-A	du 6	Raipuni épouse Haro Terai
N° 38.672-A	du 6	Rata Vanina
N° 38.673-A	du 6	Taumihaui David
N° 38.674-A	du 6	Tohulika Tiniatua
N° 38.675-A	du 9	Bigorgne Ferrand Rudolphe
N° 38.676-A	du 9	Bouquet épouse Firou Pascale
N° 38.677-A	du 9	Garbutt Elvina
N° 38.678-A	du 9	Garbutt Sidonie
N° 38.679-A	du 9	Grafte Roland
N° 38.680-A	du 9	Mara épouse Ingrain Moea
N° 38.681-A	du 9	Virassamy Jimmy
N° 38.682-A	du 10	Teinauri Lucien
N° 38.683-A	du 10	Teheura Cyril
N° 38.684-A	du 10	Tamahahe Mati
N° 38.685-A	du 10	Maire Jocelyne
N° 38.686-A	du 10	Faatoa épouse Charles Elsa
N° 38.687-A	du 10	Faataura Cédric
N° 38.688-A	du 10	Burns Christophe
N° 38.689-A	du 10	Apuarii épouse Teuira Matahotu
N° 38.690-A	du 11	Busseuil Gil
N° 38.691-A	du 11	Chang Marcel
N° 38.692-A	du 11	Chung épouse Chung Marie-Hélène
N° 38.693-A	du 11	Dimonte épouse Cauvin Maria
N° 38.694-A	du 11	Favraud Emmanuel
N° 38.695-A	du 11	Liao épouse Teritahi Weena
N° 38.696-A	du 11	Otomimi Iotefa
N° 38.697-A	du 11	Peyrolle Vanina
N° 38.698-A	du 11	Pouira épouse Lenoir Yvonne
N° 38.699-A	du 11	Sanfal Alain
N° 38.700-A	du 11	Snow William
N° 38.701-A	du 11	Tapiero Cynthia

N° 38.702-A du 11 Temauri Gilles
 N° 38.703-A du 11 Tihoni David
 N° 38.704-A du 11 Turpin Frédéric
 N° 38.705-A du 11 Vivish Stephen
 N° 38.706-A du 12 Ah Scha Donato
 N° 38.707-A du 12 Cardoso Dos Santos Loureiro Patricia
 N° 38.708-A du 12 Huck Xavier
 N° 38.709-A du 12 Mondon Cécile
 N° 38.710-A du 12 Teritau Violette
 N° 38.711-A du 12 Tehio épouse Dalbos Matitiarena
 N° 38.712-A du 17 Testevuide Jean-Jacques
 N° 38.713-A du 17 Lynch James
 N° 38.714-A du 17 Hurupa Teave
 N° 38.715-A du 17 Harrys Lucienne
 N° 38.716-A du 17 Ferrand épouse Poroi Catherine
 N° 38.717-A du 17 Demortier épouse Athénour Sylvie
 N° 38.718-A du 17 Cadousteau Julien
 N° 38.719-A du 18 Touatini Thierry
 N° 38.720-A du 18 Teikihaa Bernard
 N° 38.721-A du 18 Kaiha Marcel
 N° 38.722-A du 18 Manaore Katy
 N° 38.723-A du 18 Hauata épouse Tatarata Adelaïde
 N° 38.724-A du 18 Iriti Jonas
 N° 38.725-A du 18 Jissang Rémy
 N° 38.726-A du 18 Kerneur Mathieu
 N° 38.727-A du 18 Uura Hansman
 N° 38.728-A du 18 Villierme Michaël
 N° 38.729-A du 18 Wiedemann Gilles
 N° 38.730-A du 19 Fienco Roger
 N° 38.731-A du 19 Mottart Pierre
 N° 38.732-A du 19 Nguyen Van Henri
 N° 38.733-A du 19 Tomay Annie
 N° 38.734-A du 20 Carreau Pierre
 N° 38.735-A du 20 Pillet épouse Anger Edwige
 N° 38.736-A du 20 Tehahe Ioane
 N° 38.737-A du 20 Vanaa Aurélie
 N° 38.738-A du 23 Tapi Toroatua Makerina
 N° 38.739-A du 23 Temanuanua Tutamaiti
 N° 38.740-A du 23 Temauri Samuel
 N° 38.741-A du 24 Bozec Harry James
 N° 38.742-A du 24 Elguezabal Iker
 N° 38.743-A du 24 Faveiin Stéphane Roger
 N° 38.744-A du 24 Holman épouse Mahuta Yasmina
 N° 38.745-A du 24 Lakina Soakimi
 N° 38.746-A du 24 Ly Héïène Pua
 N° 38.747-A du 24 Nougarede Jean-Jacques Lucien
 N° 38.748-A du 24 Teata épouse Tropee Debora
 N° 38.749-A du 24 Teena Christophe
 N° 38.750-A du 24 Tevahitua Elima
 N° 38.751-A du 24 Toomaru Suzanne Tutana Vaite
 N° 38.752-A du 25 Faniu Richard
 N° 38.753-A du 25 Forget David
 N° 38.754-A du 25 Lapeyre Philippe
 N° 38.755-A du 25 Richmond Wiriama
 N° 38.756-A du 25 Tanoa Améria
 N° 38.757-A du 25 Tchong Tai Jeanne
 N° 38.758-A du 25 Teiva épouse Ah-Min Marian
 N° 38.759-A du 25 Vilette Sébastien
 N° 38.760-A du 26 Apeang David
 N° 38.761-A du 26 Benacek Frédéric
 N° 38.762-A du 26 Harry Carlo
 N° 38.763-A du 26 Jacques Averii
 N° 38.764-A du 26 Penacino Laurent
 N° 38.765-A du 26 Pham Cyril
 N° 38.766-A du 26 Tetoofa épouse Tamarino Monette
 N° 38.767-A du 26 Tirao Joël
 N° 38.768-A du 27 Baratte Luc
 N° 38.769-A du 27 Gautier épouse Chevreux Françoise

N° 38.770-A du 27 Jordan Eric
 N° 38.771-A du 27 Papaura Franck
 N° 38.772-A du 27 Refalo David
 N° 38.773-A du 27 Soustelle Stéphane
 N° 38.774-A du 27 Tapea épouse Yim Tay Cneung Grazizella
 N° 38.775-A du 27 Thomas Marie
 N° 38.776-A du 27 Timau Poeenui
 N° 38.777-A du 27 Vincent Severine
 N° 38.778-A du 27 Tauraa Mehaoaraitanuu
 N° 38.779-A du 28 Haro Haapii
 N° 38.780-A du 28 Huckle-Atan épouse Tuki Tepano Maria
 N° 38.781-A du 28 Lam Fat Lydie
 N° 38.782-A du 28 Ruta épouse Walker Titaina
 N° 38.783-A du 28 Teri Lisette

Inscriptions de sociétés

N° 8.219-B du 3 S.A.R.L. Résidence de tourisme de la baie de
 N° 8.220-B du 3 S.A.R.L. Tahiti matériaux
 N° 8.221-B du 4 S.N.C. Natural
 N° 8.222-B du 5 S.A.R.L. Tahiti Home Cinema
 N° 8.223-C du 9 S.C.I. Tai Moana
 N° 8.224-B du 9 S.A.R.L. Sanofi-Synthelabo Polynésie
 N° 8.225-C du 9 S.C.I. Manihi Lotus
 N° 8.226-C du 9 S.C.I. Kula
 N° 8.227-B du 9 S.A.R.L. International Consultancy
 N° 8.228-B du 9 S.N.C. IBS-DAC
 N° 8.229-B du 9 S.A.R.L. Comptoir industriel de la Punaaru
 N° 8.230-B du 10 S.N.C. Promotion-Construction-Bâtisseur
 N° 8.231-B du 10 S.A.R.L. Ivanhoe Service
 N° 8.232-C du 10 S.C.P. Cap Sud
 N° 8.233-C du 12 S.C.I. Mara'i
 N° 8.234-C du 17 S.C.I. Ti'ato'a
 N° 8.235-B du 18 S.A. Espace Services
 N° 8.236-C du 18 S.C.I. Les Mape
 N° 8.237-B du 18 S.A.R.L. Laboratoire Tevi
 N° 8.238-B du 18 S.N.C. Tahiti Noni Trading Company
 N° 8.239-B du 19 S.A.R.L. Tepurotu
 N° 8.240-B du 19 S.A.R.L. Hybris Pacifique
 N° 8.241-C du 20 S.C.I. Vega
 N° 8.242-B du 20 E.U.R.L. Morinda International Tahiti
 N° 8.243-B du 20 E.U.R.L. Morinda International French
 N° 8.244-C du 20 S.C.I. Maco
 N° 8.245-C du 20 S.C.I. Atimutimu
 N° 8.246-C du 23 S.C.I. Sun Valley
 N° 8.247-B du 23 S.A.R.L. L.Y.P.
 N° 8.248-B du 23 S.A. Gras Savoye Tahiti Nui Insurance
 N° 8.249-B du 24 S.A.R.L. Enota Transport Maritime
 N° 8.250-B du 24 S.A.R.L. Ocean 2000 Marine
 N° 8.251-C du 24 S.C.I. Wong
 N° 8.252-B du 25 S.A. Société polynésienne de services à
 N° 8.253-C du 26 S.C.I. Teniuoviri
 N° 8.254-C du 26 S.C.I. Te Au Taeae
 N° 8.255-B du 27 S.A.R.L. Star-Gym Tahiti

Radiations de personnes physiques

N° 22.429-A du 2 Naehu Denis
 N° 27.068-A du 2 Tetuahiti épouse Paheroo Edith
 N° 29.066-A du 2 Sanglier Serge
 N° 29.166-A du 2 Itae-Tetaa Guillaume
 N° 30.650-A du 2 Tauotaha Tehau
 N° 31.526-A du 2 Gnanapragassam Tahiriura
 N° 32.599-A du 2 Martinez Jean
 N° 33.869-A du 2 Labarde Christine
 N° 36.710-A du 2 Souche épouse Bombardelli Michèle
 N° 21.777-A du 2 Florès Teuviraotu
 N° 31.609-A du 2 Taurua Didier

N° 19.517-A du 3 Gobrail Thomas
 N° 25.298-A du 3 Joseph Clément
 N° 26.182-A du 3 Tavi Tuamea
 N° 28.104-A du 3 Vedel Valérie
 N° 30.984-A du 3 Bennett épouse Teraaitepo Moroura
 N° 32.726-A du 3 Mervin Edwige
 N° 33.026-A du 3 Florès Avelina
 N° 26.377-A du 4 Teikikaine épouse Temmau Angélie
 N° 31.521-A du 4 Denoël Pierre
 N° 32.250-A du 4 Make Krema
 N° 32.288-A du 4 Terimana Maire
 N° 33.964-A du 4 Tihiva Timeri
 N° 34.302-A du 4 Leek Donald
 N° 34.390-A du 4 Rauhuri épouse Thunot Hinano
 N° 34.802-A du 4 De Brath épouse Purau Yolina
 N° 37.165-A du 4 Tahutini Lucien
 N° 12.366-A du 5 Petit Urbain
 N° 33.459-A du 5 Moreta Ipoheana
 N° 30.052-A du 5 Bernardino épouse Haatai Yvonne
 N° 34.023-A du 5 Hauariki épouse Nuupure Mélanie
 N° 36.049-A du 5 Lai Ah Chee Eiméo
 N° 38.422-A du 5 Lopez Jean
 N° 30.385-A du 5 Maraetaata Hervé
 N° 28.018-A du 5 Ngun Houk Tsin Paulette
 N° 254.432-A du 5 Tetahiotupa épouse Mai Noéline
 N° 23.512-A du 5 Tuheia Philippe
 N° 23.652-A du 5 Richmond épouse Cérân-Jérusalémy Josiane
 N° 9.878-A du 6 Fatitiri épouse Fareea Teura
 N° 18.038-A du 6 Tapa Degage
 N° 22.632-A du 6 Tihotehei épouse Puhetini Marcelline
 N° 27.607-A du 6 Tetuaieroi Bernard
 N° 33.472-A du 6 Toofa Ravatua
 N° 37.551-A du 6 Vesases Alice
 N° 33.814-A du 6 Tairua Agnès
 N° 34.584-A du 6 Tehuioa Wilfred
 N° 35.707-A du 6 Revae épouse Hio Nadia
 N° 37.967-A du 6 Cheung épouse Keane Patricia
 N° 24.826-A du 9 Faatau Jackson
 N° 27.480-A du 9 Barrier Bernard
 N° 31.915-A du 9 Troppe épouse Taurua Ludmilla
 N° 35.363-A du 9 Bismuth Fabien
 N° 18.934-A du 10 Deane Alexandre
 N° 24.015-A du 10 Chin Ah You Michaël
 N° 33.437-A du 10 Tepano Hotu Isaia
 N° 34.845-A du 10 Labbe Bernard
 N° 35.947-A du 10 Tiahau Tevaeaari
 N° 34.576-A du 11 Taero Désiré
 N° 16.344-A du 11 Walker Johnnie
 N° 17.589-A du 11 Favraud Gilles
 N° 19.016-A du 11 Vuylstekker Aude
 N° 20.767-A du 11 Chang Thomas
 N° 20.328-A du 11 Erdtsiek Carl
 N° 22.987-A du 11 Galinier-Boubée Steeve
 N° 23.022-A du 11 Laughlin Hugh
 N° 23.478-A du 11 Georges Philippe
 N° 32.961-A du 11 Temataru Dolorés
 N° 33.059-A du 11 Viriamu Taahitini
 N° 33.085-A du 11 Atger Rosalie
 N° 36.360-A du 11 Traiton Karl
 N° 37.041-A du 11 Mamatamoe épouse Auraa Fakahotu
 N° 35.367-A bis du 12 Assimilalo Georges
 N° 35.423-A du 12 Tiaipoi Tehaamatau
 N° 35.852-A du 12 Terootaea épouse Bonnet Tiare
 N° 38.163-A du 12 Nuupure Edouard
 N° 37.111-A du 12 Taero épouse Maruarai Rosita
 N° 38.306-A du 12 Bertho Yann
 N° 9.994-A du 17 Vaiaani épouse Gendron Jeanne
 N° 16.618-A du 17 Tuieinui Tauamihiatua

N° 23.570-A du 17 Apo Jean
 N° 23.875-A du 17 Tehaamoana Georges
 N° 27.902-A du 17 Hitiura Faaeva
 N° 28.096-A du 17 Ly Roger
 N° 29.785-A du 17 Kehuehitu Charles
 N° 29.805-A du 17 Boistel Amaud
 N° 31.330-A du 17 Ariateitirau épouse Raino Ana
 N° 31.744-A du 17 Teikiteetini Bruno
 N° 33.777-A du 17 Chimin Marie-Louise
 N° 36.187-A du 17 Ohu Jean
 N° 37.259-A du 17 Tereino épouse Huuti Merehina
 N° 37.299-A du 17 Yatlee épouse Teixeira Yohana
 N° 37.491-A du 17 Manuireva René
 N° 7.624-A du 18 Yaya Koumiyou
 N° 22.250-A du 18 Vivish épouse Pito Françoise
 N° 26.924-A du 18 Tufaimea Wilfred
 N° 28.022-A du 18 Tihiva Marie-Rose
 N° 31.076-A du 18 Roiro Perapera
 N° 36.448-A du 18 Hermann Anaïs
 N° 37.258-A du 18 Teikiakatoua épouse Taata Thérèse
 N° 37.844-A du 18 Aiae Manea
 N° 33.197-A du 19 Manate épouse Manuaterai Poi
 N° 27.633-A du 19 Ehueinana Maxime
 N° 33.848-A du 19 Tuhoe épouse Chaulet Tini
 N° 37.061-A du 19 Flohr épouse Mau Pamela
 N° 25.004-A du 20 Merieux Simone
 N° 29.867-A du 20 Fat épouse Pihatae Noéline
 N° 37.709-A du 20 Huuti Nicolas
 N° 37.817-A du 20 Teiti André
 N° 38.446-A du 20 Ioane Thierry
 N° 38.689-A du 20 Apuarii épouse Teuira Matahotu
 N° 37.213-A du 23 Apeang Rose Vaira
 N° 30.862-A du 23 Iotua Patrick Louis
 N° 19.356-A du 23 Sabatier Patrick Georges
 N° 34.936-A du 23 Temataru Cédric Raihei
 N° 35.931-A du 23 Tuihagi épouse Poevai Olga Ahumatatua
 N° 38.252-A du 24 Natua Tinaï Francette
 N° 38.542-A du 24 Teto Marie Jeanne Pareari
 N° 34.089-A du 24 Teipoarii Tumoana Yannick
 N° 13.010-A du 24 Yamatay Siméon Taumata
 N° 13.901-A du 25 Spinella Pascal
 N° 28.146-A du 25 Barsinas François
 N° 30.374-A du 25 Cotten veuve Cordier Rose
 N° 37.195-A du 25 Nicolas Nathalie
 N° 38.269-A du 25 Faniu Catherine
 N° 18.821-A du 26 Hervaud Robert
 N° 26.056-A du 26 Ruiz Marcel
 N° 27.619-A du 26 Teheiuira Teripaparetua
 N° 30.158-A du 26 Chailloux Tefa
 N° 32.049-A du 26 Hitiura Irène
 N° 34.173-A du 26 Ruatea Rémi
 N° 34.822-A du 26 Tavaitai épouse Teri Denise
 N° 34.865-A du 26 Hitiura Nathalie
 N° 36.184-A du 26 Fenuaiti Charles
 N° 38.695-A du 26 Liao épouse Weena
 N° 26.653-A du 26 Tuaiva Puaraiarii
 N° 22.524-A du 27 Boixière Pierre
 N° 29.103-A du 27 Queinnec Yves
 N° 31.430-A du 27 Marmol-Molina Javier
 N° 32.890-A du 27 Terinohorai Conrad
 N° 37.823-A du 27 Chevreux Jérôme
 N° 38.137-A du 27 Bertin épouse Daudignon Maryse
 N° 29.425-A du 28 Leo Béatrice
 N° 34.933-A du 28 Grave Gérard
 N° 38.612-A du 28 Bellais Méréani
 N° 38.671-A du 28 Raipunui épouse Haro Terai

Radiations de sociétés

N°	990-B	du	4	S.A. Sofinabail
N°	991-B	du	4	S.A. Sofinauto
N°	4.893-B	du	6	S.A.R.L. Evident
N°	6.547-B	du	19	S.N.C. Tikehau Pearl Beach 2000

Réinscriptions de personnes physiques

N°	22.758-A	du	2	Tegaripa épouse Lidereau Hélène
N°	24.687-A	du	2	Frigout Jean
N°	27.609-A	du	2	El Michachiti épouse Golombek Assma
N°	32.328-A	du	2	Cheung Min Yu
N°	25.890-A	du	3	Tuarihionoa Ariihau
N°	29.303-A	du	3	Moux Laurent
N°	34.442-A	du	3	Gobrait Juanko
N°	22.684-A	du	3	Candelon Jean-Paul
N°	23.714-A	du	5	Teura Francis
N°	24.213-A	du	5	Samoyeault Fabrice
N°	25.445-A	du	5	Bernard Maryline
N°	30.461-A	du	6	Valencourt Erick
N°	23.907-A	du	6	Tekurio épouse Williams Anna
N°	23.126-A	du	6	Keane Ramon
N°	5.141-A	du	10	Manoi épouse Linfat Angèle
N°	21.008-A	du	10	Teoroï épouse Hiripa Sinia
N°	22.369-A	du	12	Tinoua Ernest
N°	27.337-A	du	12	Tamaehu Ahiti
N°	19.568-A	du	12	Faafatua Sylvie
N°	23.466-A	du	18	Teikikainui Michel
N°	22.956-A	du	18	Cheung épouse Favraud Célestine
N°	23.207-A	du	18	Fournier Hubert
N°	34.882-A	du	19	Van Bastolaer Loïse
N°	31.693-A	du	23	Ly Frédéric Moana Claude
N°	29.179-A	du	24	Baudu David Daniel Victor
N°	35.897-A	du	24	Trang épouse Sarcione Bernadette
N°	34.065-A	du	24	Peeters Luc Jean Yvon
N°	19.941-A	du	25	Taerea Marc
N°	36.934-A	du	25	Gendron Cécile
N°	36.068-A	du	25	Gallisian Claude
N°	25.674-A	du	25	Arles Didier
N°	24.708-A	du	25	Domingo Marilyn

Fait à Papeete, le 22 juin 2001.
Le greffier en chef.

SOCIETE EN NOM COLLECTIF
"VAINONI NATURAL PRODUCT OF TAHITI"

Avis de constitution

Forme : La société est en nom collectif.

Dénomination sociale : VAINONI Natural Product of Tahiti.

Capital social : Le capital est de 100.000 F CFP. Le capital est divisé en 2 parts de 50.000 F CFP chacune.

Objet social : 1° La société a pour objet l'exploitation du fruit et des composants du nono sous toutes ses formes, ainsi que la création, ou l'acquisition et l'exploitation de tous autres fonds ou établissements de même nature ;

2° Toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Gérance : M. LABORDE Louis et Mme LUCAS Bélanda.

Siège social : Le siège est fixé à Taravao (propriété Lucas), route du lycée technique.

Durée : 99 ans.

Pour avis.

E.U.R.L. WHITE STAR PACIFIQUE EN LIQUIDATION

Siège social : rue Moerenhout, Fariipiti

N° de R.C. : 3.426 B - N° de Tahiti 171.116

Suivant délibération de l'assemblée générale ordinaire du 15 juin 2001, les associés, après avoir entendu le rapport du liquidateur, ont approuvé les comptes de liquidation, ont donné quitus au liquidateur et l'ont déchargé de son mandat, ont décidé la répartition du produit net de la liquidation, puis ont prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le liquidateur.

Etude de Me Dominique DUBOUCH,
Notaire à Papeete

Par jugement en date du 9 mai 2001, a été homologué l'acte authentique reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, le 9 février 2000, aux termes duquel M. Jean-Olivier François Thierry BEGOUIN et Mme Benjamine Huguette DUPONT son épouse, demeurant ensemble à Punaauia, lotissement Te Maru Ata, ont déclaré renoncer au régime de la communauté légale qui était le leur, pour adopter le régime de la séparation de biens, tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1541 du code civil.

Me Dominique ANTZ,
Avocat au barreau de Papeete

Par requête en date du 30 mai 2001, M. Tuterai Robert LEDOUX et Mme Ethel Rauana Christine BLOUIN, demeurant ensemble à Pirae, rue Frédéric-Gadiot, ont sollicité du tribunal civil de première instance de Papeete, l'homologation du changement de régime matrimonial substituant à la communauté de biens le régime de la séparation de biens suivant acte reçu par Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 20 mars 2001.

Pour extrait,
Me Dominique ANTZ.

Me Dominique ANTZ,
Avocat au barreau de Papeete

Par requête en date du 30 mai 2001, M. Patrice DIEUDONNE et Mme Fanny WANG CHEOU, demeurant ensemble à Papenoo, P.K. 18,500, côté montagne, ont sollicité du tribunal civil de première instance de Papeete, l'homologation du changement de régime matrimonial substituant à la communauté de biens le régime de la séparation de biens suivant acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, le 26 mars 2001.

Pour extrait,
Me Dominique ANTZ.

S.E.L.A.R.L. GIAU-LAU et autres
Avocats associés - Papeete

Par requête en date du 27 juin 2001, M. Rémi, Christo, Hiro DUROSSET, époux commun en biens de Mme Madeleine, Georgette, Yvonne NEXON, a saisi le

tribunal civil de première instance de Papeete, d'une demande aux fins d'être substitué dans l'exercice des pouvoirs de son épouse.

Conformément à l'article 1445 du code civil, ladite demande fait l'objet de la présente publication.

Me Etienne GIAU,
Avocat.

ANTHIBE

Société à responsabilité limitée en formation

Au capital de 1.000.000 F CFP

Siège social : Papeete, rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire

Avis de constitution

Suivant acte sous seings privés établi à Nouméa le 6 juin 2001, il a été constitué une entreprise ayant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination sociale : ANTHIBE.

Siège social : Papeete, rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire.

Objet social : La représentation commerciale, la prospection, l'information médicale, l'activité de visiteur médical, concernant tout produit et matériel, en particulier les produits pharmaceutiques, parapharmaceutiques, vétérinaires et accessoires et les matériels médicaux ou paramédicaux ;

L'achat, la vente, l'échange, l'importation, l'exportation, la distribution, le conditionnement, l'emmagasinage, le warrantage, le transit, le transport, la manutention, la représentation, la commission, le courtage, la vente en gros, demi-gros et détail, de tous produits, matériels, matériaux, denrées et objets de toute nature et de toutes provenances entrant dans le cadre de l'objet social ;

La création, l'acquisition sous toutes formes, la propriété, l'exploitation, la location comme bailleur ou comme preneur, avec ou sans promesse de vente, de tous fonds ou établissements commerciaux entrant dans le cadre de l'objet social ;

L'acquisition sous toutes formes, la construction, l'aménagement, l'installation, la propriété, l'administration et la gestion, la location comme bailleur ou comme preneur, à court ou à long terme, avec ou sans promesse de vente, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, pouvant servir, d'une manière quelconque, aux besoins et aux affaires de la société ;

La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou à tous objets similaires ou connexes et, notamment, aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances, groupements d'intérêt économique, ou sociétés en participation ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Capital social : 1.000.000 F CFP, divisé en 100 parts de 10.000 F CFP chacune, entièrement souscrites et représentant des apports en numéraire.

Durée : 99 années à compter de sa date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Gérance : Ont été désignés gérants :

- M. Thierry France MACKIE, demeurant à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) ;
- M. Bernard Joseph POUTET, demeurant à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) ;
- M. Antoine Tony MONTES, demeurant à Paita (Nouvelle-Calédonie).

Cession des parts sociales : La cession entre associés requiert le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. La cession à des tiers non associés, conjoints non séparés de corps, ascendants ou descendants, requiert le consentement de la majorité en nombre des associés représentant les trois-quarts des parts sociales.

Immatriculation : La société sera immatriculée au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete 11 avenue Bruat

Suivant acte reçu aux minutes de l'étude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, 11 avenue Bruat, le 5 juin 2001, enregistré à Papeete le 12 juin 2001, folio 121, bordereau 3784-1,

M. Olivier Michel Marie PETIT, intendant, et Mme Longine Teaua GATATA, employée de bureau, son épouse, demeurant ensemble à Punaauia, lotissement Te Maru Ata, P.K. 16,500, côté montagne, B.P. 21.721 Papeete,

Ont cédé à :

La société dénommée "LA PALMERAIE", société à responsabilité limitée, au capital de un million de francs CFP, ayant son siège social à Papeete, passage Cardella, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 8.279-B et à l'I.T.S.T.A.T. sous le n° Tahiti 585.083,

Un fonds de commerce de restauration, snack, self-service, plats à emporter ou à livrer sis et exploité à Papeete, passage Cardella, connu sous le nom de "LA PALMERAIE", pour l'exploitation duquel Mme Longine GATATA, épouse de M. Olivier PETIT, susnommé, est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 35.598-A et à l'ITSTAT sous le n° Tahiti 520.338,

Moyennant le prix de six millions de francs CFP (6.000.000 F CFP).

L'entrée en jouissance a été fixée au 5 juin 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la présente insertion à Papeete, 11 avenue Bruat, en l'étude de Me Bernard BRUGGMANN où domicile a été élu à cet effet et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

Pour deuxième insertion,
Me Bernard BRUGGMANN.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete 11, avenue Bruat

Cession de droit au bail commercial

Il résulte d'un acte reçu aux minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, en date du 15 juin 2001,

enregistré à Papeete, le 20 juin 2001, folio 123, bordereau 3.843-3, contenant cession de droit au bail commercial,

Que Mme Lam Lue TEHARURU, commerçante, demeurant à Papeete, Mission, B.P. 1235, Papeete, épouse de M. Francis LEO,

A cédé à Mlle Taraina Françoise Clotilde HAUBERT, sans profession, demeurant à Papeete, Mission, B.P. 206, Papeete, célibataire,

Moyennant le prix de 2.000.000 F CFP, payé comptant,

Tous ses droits pour le temps restant à courir à compter du 1er juillet 2001, au bail d'un local commercial au rez-de-chaussée d'un immeuble dénommé Immeuble TE MAU HOA sis à Papeete, à l'angle des rues Anne-Marie-Javouhey et Tepano-Jaussen, dans lequel Mme LEO exploite le fonds de commerce de prêt-à-porter à l'enseigne "Boutique TE MARAMA", pour lequel elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 4.688-A et exclue de la cession sus-énoncée.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites à peine de forclusion dans les dix jours de la présente insertion légale, à l'étude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, où domicile a été élu à cet effet et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

*Pour deuxième insertion,
Le greffier.*

S.C.P. SERGE VILLET - JULIEN CHAN
Notaires associés à Tahiti avec résidence à Punaauia

LES NOUVEAUX COMMERCANTS INDEPENDANTS
(N.C.I.)

Société anonyme au capital de 10.000.000 F CFP
Siège social : Papeete - Avenue du Prince-Hinoi
(B.P. 5032 Pirae)
R.C.S. : Papeete n° 7.172 B - N° Tahiti 508.689

Avis de dissolution

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 27 juin 2001, il a été décidé :

- la dissolution anticipée de la société à compter du 27 juin 2001, par décision volontaire des actionnaires ;
- la nomination de la société COGERE, société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F CFP dont le siège social est à Papeete (Tahiti), rue Marc-Blond-de-Saint-Hilaire, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 3.880 B (B.P. 4626 Papeete) dont le gérant est M. Dominique FOUGEROUSSE.

Aux termes du même acte, il a été mis fin aux fonctions des administrateurs et des commissaires aux comptes titulaire et suppléant à compter du même jour.

La correspondance doit être adressée, les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés à l'adresse de la société COGERE ci-dessus indiquée.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis et mention,
Le liquidateur.*

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION FAMILIALE RAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 mars 2001)

Président	: TEIVA Edgard
Vice-présidente	: PUGIBET Annick
Secrétaire	: LAI Marie-Rose
Trésorière	: BELLAIS Juliette

ASSOCIATION TEMAURI VILLAGE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 juin 2001)

Présidents d'honneur	: RUTATOUTAKI Raymond MATA Yvonne
Président	: FATUPUA Raymond
Vice-présidents	: ROOINO Eric HOKAUPOKO Kimitete
Secrétaire	: TUANAA Anna
Secrétaire adjointe	: MAITUI Roti
Trésorière	: PIHAHUNA Solange
Trésorière adjointe	: TAHUHUATAMA Mataigo
Assesseurs	: FATUPUA Karl PAHEROO Titaina MAPU Théodore MAPU Marie MOU FAT Benhur TURANA Henry KAIHA Rupena ADAMS Johnny BREDIN Jean-Charles TAHUHUATAMA Romyald
Conseillers techniques	: TEHOPE Abel OHOTOUA Benoît

ASSOCIATION RA'I A MANU DE MAHINA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 avril 2001)

Président	: BEGAT Maurice
Vice-président	: TUTEIRIHIA Hilaire
Secrétaire	: TAURUA Christiane
Secrétaire adjoint	: TETUANUI Théodore
Trésorière	: MERVIN Rosalie
Trésorière adjointe	: TOOFA Violette
Membres	: BUTSCHER Victorine DOOM Catherine TETUAIRIA Eline

FEDERATION D'ATHLETISME DE POLYNESIE FRANÇAISE Anciennement FEDERATION D'ATHLETISME DE TAHITI ET DES ILES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 juin 2001)

Mme MAURIN Titaua est reconduite dans sa fonction de présidente.

ASSOCIATION ARTISANALE VAIAPI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 mai 2001)

Président d'honneur	:	TERAAITEPO Bill
Président	:	PAHUIRI Tetuaarii
Vice-présidente	:	TEIHOTAATA Turama
Secrétaire	:	MASSA Lolita
Secrétaire adjointe	:	HAOATAI Naomi
Trésorière	:	TERAAITEPO Siglinda
Trésorier adjoint	:	REVA Roberto
Assesseeurs	:	PAHUIRI Samuela
		TEVIVIURA Florence
		TEVIVIURA Elizabeth

**SYNDICAT D'INITIATIVE ET COMITE DES FETES
DE LA COMMUNE DE TUBUAI***Modification de statuts*
(13 mai 2001)

Le bureau est élu pour deux ans.

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARIKI MANUKIA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(24 avril 2001)

Président	:	PUNAA Tepeva
Vice-président	:	GARBUTT Jean-Jacques
Secrétaire	:	LINSIN Agnès-Heipua
Secrétaire adjoint	:	AMARU Oarii
Trésorier	:	SHAN Siou-Cim
Trésorier adjoint	:	GARBUTT Robert
Commissaire aux comptes	:	PURUE DOMINGO Heimanu
Assesseeurs	:	TINO Ronald
		TAIHAU Adrien

ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE FAANUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(27 février 1999)

Président d'honneur	:	HAOATAI Atani
Président	:	GUILLOUX Alphonse
Vice-président	:	HAMBLIN Heimata
Secrétaire	:	GUILLOUX Matatua
Secrétaire adjoint	:	TEAHURU Augustin
Trésorier	:	CHUNG WING KONG Alfred
Trésorière adjointe	:	TETUANUI Régine

ASSOCIATION ARTISANALE TAMARII HEREHIA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 avril 2001)

Présidente d'honneur	:	TEHAU Tehetu
Présidente	:	TAHIRI Faairi
Vice-présidente	:	DEXTER Ruita
Secrétaire	:	TAHIRI Lelia
Secrétaire adjointe	:	HUATEKI Tiareura
Trésorière	:	TEHAU Fiona
Trésorière adjointe	:	TEFAU Tupuraa
Assesseeurs	:	ORBECK Teura
		TEMATAFARERE Marie-Claude

FEDERATION TAHITIENNE DE PETANQUE*Modification de statuts*

La fédération a mis ses statuts en conformité par rapport à la législation en vigueur.

LES FAMILLES DES HAUTS DU TIRA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 mai 2001)

Président d'honneur	:	HAAPII Ferdinand
Président	:	SULPICE Louis
Vice-présidente	:	TEHIO Teuru
Secrétaire	:	TENGARIPA Tania
Trésorière	:	MAUI Uria
Trésorier adjoint	:	TENGARIPA Joseph
Commissaire aux comptes	:	TUFAAIMEA Tane

Le bureau a été élu pour 2 ans.

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DES ECOLES
PRIMAIRES ET MATERNELLES PROTESTANTES
DE UTUROA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(17 mai 2001)

Président	:	HOLMAN Jean-Claude
Vice-présidente	:	HOMAI Valentine
Secrétaire	:	HIOE Yeva
Secrétaire adjointe	:	LEE THAM Liginie
Trésorier	:	SOMMERS Yennes
Trésorière adjointe	:	PAHUIRI Viviane

COMITE DES FETES DE RAIATEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 juin 2001)

Présidents d'honneur	:	BROTHERSON Philippe
		MOUTAME Thomas
		TETUANUI Cyril
Président	:	GUILLOUX-CHEVALIER
		Albert
Vice-présidents	:	SAM KOUA Siméon
		PINSON Ferdinand
Secrétaire	:	TERIEROOITERAI Hubert
Secrétaire adjoint	:	GREIG Alphonse
Trésorier	:	MULLER Miroslav
Trésorière adjointe	:	EBBS Mitara
Commissaires aux comptes	:	IHORAI Noéline
		MOUCHAS Joseph

AMICALE DU MATERIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(6 juin 2001)

Président	:	ARRUEBO Philippe
Vice-président	:	VOUAUX François
Secrétaire	:	PONS Dominique
Secrétaire adjoint	:	BIRAULT Guy
Trésorier	:	BONHOURE Jacky
Trésorière adjointe	:	LAPORTE Danielle

ASSOCIATION SPORTIVE TARA'A**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 juin 2001)

Président	: TEVAATUA Vivirutia
Vice-président	: TETUAMANUHIRI Hubert
Secrétaire	: TETUAMANUHIRI Jules
Secrétaire adjoint	: TETUAMANUHIRI Willy-Iosia
Trésorier	: TETUAMANUHIRI Hubert
Trésorier adjoint	: TEIPOARII Henri
Assesseurs	: TEVAATUA Claude TETUAMANUHIRI Siméon

ASSOCIATION TE HUI TAMA A TAIAHU A POUA NO TE FENUA TUPUNA O TAUHI NO PUNAAUIA
(Récépissé n° 6311 DRCL du 21 juin 2001)

Extraits de statuts

Par les présentes, le 16 juin 2001, les soussignés forment entre eux une "Association Familiale", régie par la loi du 1er juillet 1901, le décret du 16 août 1901 et les présents statuts.

L'association est appelée "TE HUI TAMA A TAIAHU A POUA NO TE FENUA TUPUNA O TAUHI NO PUNAAUIA".

Elle a pour objet :

- la reconnaissance et le respect de l'unité familiale ;
- la recherche de tous les descendants pour la réconciliation de la famille sur le remblai de la terre TEARU 1 de l'ancien rivage jusqu'au récif barrière et pour sa mise en valeur ;
- l'expulsion du territoire de la Polynésie française du remblai de la terre TAUHI sise à Punaauia, de même que l'expulsion des G.I.P. dudit remblai, l'enlèvement des matériaux et des clôtures faites par les G.I.P. ;
- gérer et administrer tous les biens dudit remblai ou fonds composant le patrimoine.

Le siège est à Faa'a, lotissement Oremu n° 749, téléphone : 82.12.50, B.P. 21.246 - 98713 Papeete. Il pourra être transféré dans tout autre endroit par simple décision du bureau directeur ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire lors de sa prochaine réunion.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: PECKETT Lewis
Présidente	: DEXTER Nikita
Vice-présidente	: BARFF Isabelle
Secrétaire	: CHENESON Daniel
Secrétaire adjointe	: KEA Louisa
Trésorier	: DEXTER Francis
Trésorière adjointe	: TARAUFU Lena
Assesseurs	: FOSSEY Uगतokona PECKETT Charley

ASSOCIATION A OHO TE I'I

(Récépissé n° 6467 DRCL du 26 juin 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous les membres qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association des jeunes de Tahuata prend la dénomination de "A OHO TE I'I".

Le siège social est fixé à Vaitahu, Tahuata, îles Marquises.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour objet principal la promotion et la formation de toutes les activités telles que :

- la culture traditionnelle ;
- l'artisanat local ;
- l'agriculture ;
- la pêche côtière et hauturière ;
- le sport.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TETAHIOTUPA Tehaumate
Présidente	: ANIAMIOI Sabine
Vice-président	: TIMAU Adrien
Secrétaire	: TEIKITOHE Mathilde
Secrétaire adjointe	: MANEA Germaine
Trésorier	: BURNS Teapuaoteaa
Trésorier adjoint	: ANIAMIOI Nicolas

ASSOCIATION HOATA

(Récépissé n° 5843 DRCL du 11 juin 2001)

Extraits de statuts

A partir du 30 mai 2001, il est constitué entre tous ceux et celles qui adhèrent aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association constitue le "COMITE ORGANISATEUR DU MATAVAA O TE FENUA ENATA" de Hiva Oa et prend le nom de "HOATA".

L'association a pour but d'organiser le sixième Festival des Arts des îles Marquises qui se tiendra à Hiva Oa en décembre 2003. Elle devra :

- favoriser les échanges culturels entre les îles des Marquises ;
- défendre tous les intérêts des artisans des îles Marquises ;
- sauvegarder le patrimoine culturel des îles Marquises ;
- inciter les autorités responsables à prendre des mesures de protection, de sauvegarde de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel des îles Marquises ;
- permettre l'ouverture culturelle des îles Marquises.

Son siège social est fixé à Atuona (Hiva Oa).

Sa durée est limitée à quatre ans à compter de sa constitution.

L'association devra en outre protéger les droits des compositeurs et des auteurs des chants et danses de la fédération

MOTU HAKA représentée par "HOATA", lors des couvertures médiatiques sous toutes les formes.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FREBAULT Louis
Vice-présidents	: MANJARD Josette HUHINA André
Secrétaire	: LANDE Jean-Paul
Secrétaire adjointe	: GRAMONT Raïta
Trésorière	: LE BRONNEC Pierrette
Trésorier adjoint	: MOREAU Jean-Pierre
Assesseurs	: TEIKIOTIU Olive DELIGNY Hami VAATETE François

HARE AU VAHINE

(Récépissé n° 6619 DRCL du 28 juin 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 5 juin 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Sa dénomination est ASSOCIATION HARE AU VAHINE.

Cette association a pour but la mise en œuvre de tous les moyens visant à défendre les intérêts des membres, à développer leurs activités, à resserrer les liens de fraternité entre les associés et à faciliter le regroupement, la production et la vente de leurs produits.

Le siège social est fixé à MOTUAURA - RIMATARA. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du bureau.

La durée de l'association est indéterminée ; elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEREOPA Eleatara
Vice-président	: TEMATAHOTOA Tehaametua
Secrétaire	: TEREOPA Eliaba
Secrétaire adjoint	: TEMATAHOTOA Raymond
Trésorier	: TEMATAHOTOA Iotia
Trésorier adjoint	: TAHARIA Martial

JEUNESSE S.D.J. DE PAPARA

(Récépissé n° 6404 DRCL du 22 juin 2001)

Extraits de statuts

L'association Jeunesse S.D.J. de Papara, créée le 9 mai 2001 a pour objet de contribuer au développement des jeunes par des activités conformes à la doctrine et aux principes fondamentaux de l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours.

La durée de l'association est illimitée.

L'association a son siège à Papara, P.K. 33, côté montagne, Papara, B.P. 12761 Papara, Tahiti 98712, téléphone : 57.29.24.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TAUTU Urahutia
Vice-présidents	: MAIHOTA Roland TAUTU Teraituaa PAI Aldo
Secrétaire	: MARGRIN Angéline
Trésorière	: WILLIAMU Marguerite
Trésorière adjointe	: TAMA Johanna

S.O.S. SUICIDE

(Récépissé n° 6578 DRCL du 27 juin 2001)

Extraits de statuts

L'association S.O.S. SUICIDE, créée le 15 mai 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

L'association S.O.S. SUICIDE a pour objet l'écoute des personnes qui ont soit des idées de suicide, soit qui ont commis des tentatives.

Elle a pour but :

- une action directe auprès des personnes en difficultés morales par l'écoute de celles-ci ;
- de susciter une réflexion sur le problème du suicide ;
- de favoriser des débats en relation avec du personnel de santé.

Le siège social est fixé à la B.P. 1381 Papeete, Tahiti.

La durée de l'association S.O.S. SUICIDE est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LEROY Luc
Vice-président	: AMADEO Stéphane
Secrétaire	: DE LONGEAUX Olivier
Secrétaire adjoint	: TENDRAÏEN Yves
Trésorier	: EBB Daniel
Trésorier adjoint	: TOULZA Pascal

TE HUI TAMA OEA A MAUAURI-MAIHEA NO TE FENUA TUPUNA O TEARU 1 NO PUNAAUIA

(Récépissé n° 6617 DRCL du 28 juin 2001)

Extraits de statuts

L'association TE HUI TAMA OEA A MAUAURI-MAIHEA NO TE FENUA TUPUNA O TEARU 1 NO PUNAAUIA.

Elle a pour objet :

- la reconnaissance et le respect de l'unité familiale ;
- la recherche de tous les descendants pour la réconciliation de la famille sur le remblai de la terre TEARU 1 de l'ancien rivage jusqu'au récif barrière et pour sa mise en valeur ;
- l'expulsion du territoire de la Polynésie française sur le remblai de la terre TEARU I sise à Punaauia, de même que l'expulsion des G.I.P. dudit remblai, l'enlèvement des matériaux et des clôtures faites par les G.I.P., du fait qu'il a déclaré impunément domaniales des terres qui ont des certificats de propriété. A cet effet, la saisie du tribunal est obligatoire pour demander leur expulsion par une astreinte exemplaire pour mettre un terme à de telles pratiques.

Le siège est à Faaa, P.K. 4,900, côté montagne, quartier Peters, chez Mme Léonie PETERS, téléphone n° 85.68.38, B.P. n° 60.710 à Faaa. Il pourra être transféré dans tout autre endroit par simple décision du bureau directeur ; la

ratification par l'assemblée générale sera nécessaire lors de sa prochaine réunion.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: PETERS Léonie
Vice-présidente	: TEHEI Reina
Secrétaire	: TEHEI Maeva
Secrétaire adjoint	: TEHEI Papai
Trésorier	: PETERS Rémi
Trésorière adjointe	: TEHEI Elisabeth
Assesseeurs	: TEHAAVARU Moeava TEHAAVARU Tino TEHEI Georges

ASSOCIATION FAMILIALE AUARII TERIITANO A IREA

(Récépissé n° 6670 DRCL du 2 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il est créé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination : "Association familiale AUARII TERIITANO A IREA".

Cette association familiale a pour objet :

- de sauvegarder les droits des descendants de Auarii ;
- de favoriser les recherches historiques sur Auarii et ses descendants ;
- de mettre à la disposition de ses membres tous les éléments résultant de ces recherches ;
- de mettre toute la famille d'accord sur la dévolution successorale des biens de sieur Auarii pour partager en toute équité.

Le siège de l'association est fixé à la résidence Le Lotus, C24, B.P. 130.019, Punaauia, Tahiti. Il pourra être transféré par simple décision du bureau.

La durée de l'association est indéterminée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEHAAMARU Avearii
Vice-présidents	: PUTOA Alexis DEANE Rolland
Secrétaire	: KOO Annick
Secrétaire adjointe	: ARIIVEHEATAITERAIPORI Wainani
Trésorière	: ARIIHOHOA Tetau
Trésoriers adjoints	: HIRIGA Omita TEHAAMARU Léna
Assesseeurs	: KOO Timiona PUTOA Eugène TERIITANO A IREA David

LOTO NATIONAL

AVIS RELATIF AU 2^e TIRAGE DU LOTO N° 52 DU SAMEDI 30 JUIN 2001

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 52 du samedi 30 juin 2001 un gain total minimum de 818.640.307 F CFP net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal tout d'abord à hauteur de 502.099.389 F CFP sur les sommes non attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors de deuxièmes tirages antérieurs et placées dans le fonds de réserve et de report, et ensuite, s'il y a lieu, par tranches de 1.819.201 F CFP sur ledit fonds, en application de l'article 9 du règlement.

Fait à Papeete, le 25 juin 2001.

Pour le président-directeur général
de La Française des Jeux :
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

*Le président
de La Pacifique des Jeux,*
Roland de VILLEPIN.

AVIS RELATIF AU 2^e TIRAGE DU LOTO N° 53 DU MERCREDI 4 JUILLET 2001

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 53 du mercredi 4 juillet 2001 un gain total minimum de 818.640.307 F CFP net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal tout d'abord à hauteur de 502.099.389 F CFP sur les sommes non attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors de deuxièmes tirages antérieurs et placées dans le fonds de réserve et de report, et ensuite, s'il y a lieu, par tranches de 1.819.201 F CFP sur ledit fonds, en application de l'article 9 du règlement.

Fait à Papeete, le 2 juillet 2001.

Pour le président-directeur général
de La Française des Jeux :
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

*Le président
de La Pacifique des Jeux,*
Roland de VILLEPIN.

Par délégation :
La directrice commerciale
et marketing,
Joëlle BRUNET-NAMAN.

Par délégation :
La directrice commerciale
et marketing,
Joëlle BRUNET-NAMAN.

LOTO NATIONAL N° 51

Premier tirage du mercredi 27 juin 2001 :

5 12 14 18 43 49Numéro complémentaire : **46**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	3	40.716.949
5 bons numéros et numéro complémentaire....	6	2.087.722
5 bons numéros.....	425	103.149
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.038	4.328
4 bons numéros.....	24.639	2.164
3 bons numéros et numéro complémentaire....	27.111	472
3 bons numéros.....	444.478	236

Deuxième tirage du mercredi 27 juin 2001 :

21 31 37 38 45 46Numéro complémentaire : **4**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	Pas de gagnants	
5 bons numéros et numéro complémentaire....	3	4.080.026
5 bons numéros.....	218	196.838
4 bons numéros et numéro complémentaire....	598	8.112
4 bons numéros.....	13.149	4.056
3 bons numéros et numéro complémentaire....	20.213	726
3 bons numéros.....	281.319	363

N° JOKER : 3 6 7 0 3 2 1**LOTO NATIONAL N° 52**

Premier tirage du samedi 30 juin 2001 :

11 23 27 30 35 36Numéro complémentaire : **33**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	133.619.130
5 bons numéros et numéro complémentaire....	4	3.411.286
5 bons numéros.....	467	104.149
4 bons numéros et numéro complémentaire....	990	5.020
4 bons numéros.....	23.675	2.510
3 bons numéros et numéro complémentaire....	27.784	544
3 bons numéros.....	419.535	272

Deuxième tirage du samedi 30 juin 2001 :

9 14 16 20 25 49Numéro complémentaire : **32**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	409.750.859
5 bons numéros et numéro complémentaire....	8	1.753.351
5 bons numéros.....	452	107.424
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.111	4.510
4 bons numéros.....	26.305	2.255
3 bons numéros et numéro complémentaire....	29.181	472
3 bons numéros.....	465.655	236

N° JOKER : 1 7 3 9 9 6 3**KENO**

Numéro Jackpot 9 65 85 97				Numéro Jackpot 2 48 97 80				Numéro Jackpot 4 74 28 02			
Lundi 25/06/2001				Mardi 26/06/2001				Mercredi 27/06/2001			
4	5	9	10	1	7	9	13	1	2	5	10
12	15	16	17	22	28	30	31	21	24	25	28
19	26	30	37	35	38	41	45	33	36	37	41
38	48	49	52	46	52	54	57	46	47	50	59
56	58	60	69	60	65	66	70	60	63	64	66

Numéro Jackpot 2 94 17 21				Numéro Jackpot 6 43 37 74				Numéro Jackpot 1 81 23 53				Numéro Jackpot 6 19 52 53			
Jeudi 28/06/2001				Vendredi 29/06/2001				Samedi 30/06/2001				Dimanche 1er/07/2001			
4	6	13	22	5	8	9	10	4	9	10	11	9	11	13	14
26	28	31	36	11	14	17	20	12	13	19	20	16	17	29	30
37	41	43	45	27	33	38	39	22	27	36	47	31	33	34	45
49	50	52	54	40	45	54	55	48	50	52	54	47	49	52	53
57	61	64	66	63	64	66	69	56	62	64	68	58	59	63	68